PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 22 mars 1997

Séance de la matinée

Sommaire

La présidente (Sylvie Guillaume) 1
Lionel Jospin 1
Daniel Vaillant 12
La présidente 22
Gérard Le Gall 23
Laurence Rossignol 34
François Rebsamen 37
Laurence Dumont 41
Jean-Pierre Bel 43
Christophe Clergeau 46

La séance est ouverte sous la présidence de Sylvie Guillaume.

La présidente (Sylvie Guillaume)

Chers camarades, nous allons débuter ce Conseil national avec un petit peu de retard, encore une fois.

Une journée assez longue nous attend.

Je pense que nous aurons l'occasion de nous interrompre vers 13 h 00 pour déjeuner.

Je rappelle également que les Premiers Secrétaires fédéraux sont invités à 14 h 30 en réunion, autour de Daniel Vaillant et Jean-Pierre Bel.

Je vais tout de suite passer la parole à Lionel Jospin, avant que Daniel Vaillant ne s'exprime.

Lionel Jospin

Je démarrerai en faisant remarquer d'abord à un certain nombre de camarades que, quand on convoque le Conseil national à 10 h 00, c'est-à-dire à une heure qui n'est pas située exactement à l'aube d'une journée, il serait peut-être bon qu'ils arrivent effectivement pour 10 h 00, ce qui nous éviterait d'avoir à commencer à 10 h 40 alors que tout le monde n'est pas encore là !

Mes chers camarades, l'ordre du jour de notre Conseil national porte à la fois sur l'actualité politique, sur le combat contre l'extrême droite et sur la préparation des élections législatives.

Fondation Jean-Jaurès

Le moins qu'on puisse dire est que l'actualité récente a tout à fait justifié que nous liions ensemble ces questions, à condition, bien sûr, de le faire dans la clarté, face aux dangereuses confusions que la Droite tend à répandre sous nos yeux et qu'il nous faut combattre.
Daniel Vaillant, puis Gérard Le Gall, s'exprimeront après moi pour introduire le reste de la discussion d'aujourd'hui.
Moi, à un an des élections législatives, je voudrais faire quelques constats.
Le premier, c'est que nous sommes en face d'une droite complaisante devant l'extrême droite, devant une Droite violente par contre à l'égard de la Gauche et que, dans ces conditions, le Parti Socialiste et la Gauche, si elle sait se rassembler, ont des responsabilités importantes à assumer.
La complaisance de la droite devant l'extrême droite est quand même patente, même si elle n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans la porosité des idées et des hommes et elle fait que la Droite ne peut pas représenter véritablement un barrage contre l'extrême droite.
Gérard Le Gall fait bien ressortir, je crois, dans son rapport, que la séquence historique depuis la fin des années 70 montre clairement la porosité constante qui se manifeste entre la droite et l'extrême droite. Si tout cela a commencé à naître dans les dernières années du giscardisme (car le giscardisme autoritaire, si je peux dire, a succédé au giscardisme libéral, à l'inverse du Second Empire), c'est, je crois, à l'occasion de ce qui est, pour la droite, le traumatisme de la victoire de la gauche et de François Mitterrand en 1981 que les choses, véritablement, se coagulent.
Il y a, de la part de la droite, un certain nombre d'entre nous s'en souviennent, une quasi-impossibilité à supporter cette victoire de la gauche alors qu'elle était installée dans des années de pouvoir, à tel point qu'elle commence immédiatement un procès en illégitimité, auquel Jacques Chirac lui-même, depuis l'étranger, porte son concours, procès en illégitimité que je rappelle parce qu'on le voit resurgir aujourd'hui.
En même temps, dans la mesure où cette droite avait perdu ses racines et ses valeurs gaullistes, ou s'était laissée aller vers l'ultra-libéralisme dès ces premières années 80, la perte du pouvoir (pouvoir qui, finalement, lui donnait son identité) provoque une sorte de perte d'identité à droite et aussi une radicalisation idéologique.
C'est à travers ce qu'on peut appeler le temps des transfuges que se caractérisent non seulement cette façon de ne pas accepter le pouvoir, mais aussi les mouvements qui s'opèrent entre les hommes.
Les Comités d'Action Républicaine de Maigret, le Club de l'Horloge, d'Yvan Blot, ancien Directeur de Cabinet de Devaquet, Jean-Yves Le Gallou, tous ceux-là proches du RPR, vont aider à développer le FN.

Collection Jean Jaurès

Dès 1983, l'alliance se fait ouvertement entre l'UDF et le RPR, contre le Parti Socialiste et pour le battre à Dreux, la gestion en commun des Régions est conduite aussi bien en région PACA qu'en région Languedoc-Roussillon, et tout cela débouche plus récemment sur un mouvement dans l'autre sens : la façon dont est récupéré l'ancien responsable FN devenu Maire de Nice, Peyrat.
Cette porosité se manifeste aussi dans la contagion des idées, l'utilisation des thèmes de l'immigration et de la sécurité pour la première fois dans des polémiques politiques, notamment en 1983, pour nous déstabiliser dans la campagne municipale et rafler la mise, les accusations de laxisme sur les problèmes de sécurité, auxquels les Français sont sensibles, constamment rappelées, l'utilisation violente contre nous des accidents du terrorisme, à l'inverse de ce que nous avons fait nous-mêmes dans des conjonctures récentes, les conjonctions entre la droite et l'extrême droite sur une ligne ultra-capitaliste, c'est-à-dire ultra-libérale, les législations anti-immigrés utilisées systématiquement pour créer des ponts avec l'extrême droite, sinon avec ses leaders, de toute façon avec son électorat, les indulgences diverses manifestées par Pasqua, par Balladur, par Barre, à l'égard du FN, ou même directement de Le Pen, traduisent cela.
Dans ces conditions, dans ce processus que je ne rappelle qu'à grands traits, il est clair qu'on voit bien que la droite n'est pas et ne peut pas être, je dirai même souvent ne veut pas être, un rempart contre l'extrême droite.
D'abord, on n'a jamais vu qu'on faisait un barrage quand la digue était poreuse et, ce qui risque de se produire en réalité lorsqu'il y a une certaine montée du flot, c'est que cette digue poreuse se décompose sous la poussée.
La Droite n'a d'ailleurs jamais été historiquement un barrage contre l'extrême droite. Ni en France à la fin du 19e siècle, devant les aventures boulangistes ou autoritaires, ni en Europe dans les années 20 et 30, en Italie comme en Allemagne, en Espagne comme au Portugal, ni en Amérique Latine ou encore en Grèce dans les années 70, les Droites ou la Droite n'ont su, ni même souvent voulu, dresser un barrage républicain contre l'extrême droite. Elles ont été, selon les cas, faibles, complaisantes, ou même directement complices. Le mot "Plutôt Hitler que le Front Populaire", rappelé récemment par un journal, résume cruellement cette attitude ou cette tentation.
Il apparaît clairement qu'il en va de même aujourd'hui.
La Droite a prétendu, lorsque nous étions aux responsabilités, que c'était la gauche qui avait fait naître le Front National, comme si une coïncidence pouvait être une causalité, et elle laissait entendre aux Français que son retour ferait presque automatiquement reculer l'extrême droite. On constate qu'elle gouverne depuis quatre ans, qu'elle préside depuis deux ans, qu'elle a tous les pouvoirs et que, pourtant, la progression électorale du FN s'est poursuivie, notamment dans l'élection présidentielle, que quatre villes importantes ont été conquises par le Front

National depuis 1995 et que le suivisme de la Droite à l'égard des thèmes de l'extrême droite, notamment sur l'immigration, s'est accentué.
On sent bien, naturellement, que la Droite a peur de l'extrême droite dans les élections et vis-à-vis, notamment, de la perspective des législatives. Elle veut, à cet égard, récupérer l'extrême droite au lieu de la combattre et, du coup, elle n'a aucune chance de la faire reculer, au contraire elle la nourrit, y compris à ses dépens.
Et dans ce contexte, finalement de façon nullement paradoxale, on constate au contraire que la Droite est violente à l'égard de la Gauche.
Elle est violente et outrancière, on vient de le voir, avec la façon dont elle s'est lancée en quelque sorte dans la préparation des élections législatives de la pire façon : en utilisant l'immigration comme un thème de déstabilisation politique, en accélérant son offensive contre les salariés et le service public, en pratiquant un amalgame inacceptable entre le FN et le PS, entre l'extrême droite et le socialisme démocratique, en utilisant par ailleurs, mais c'est un autre problème, le président de la République à un point rarement atteint dans la 5ème République, dans les exercices de propagande. Et elle vient de franchir un pas grave dans l'irresponsabilité politique.
La déclaration de Charette : "je ne choisis pas entre la peste et le choléra" au moment où il s'agissait de faire barrage au FN à Vitrolles, nous avait choqués et préoccupés.
Elle a été relayée bientôt par cette autre déclaration de Léotard : "nous n'aurons aucune complaisance, ni pour le Front Populaire, ni pour le Front National", et nous avons aussi bien à l'Assemblée nationale que moi-même et d'autres, à plusieurs reprises, dit ce que nous devions penser de cet amalgame scandaleux.
Mais ce qui nous a frappés tous et ce qui a frappé notamment nos parlementaires dans les questions d'actualité, c'est qu'alors que le Premier Ministre avait toutes possibilités de prendre une distance ou au moins une certaine distance par rapport à ces déclarations, pour se positionner dans un rôle plus modéré, plus objectif qui lui permettait utilement de marginaliser Léotard sur un bord un peu plus extrême, alors qu'on pouvait s'attendre à ce que, sans faire chorus avec nous à tout le moins, il prenne une certaine distance, on peut dire qu'en mettant moins de violence dans l'égalité, il a repris ce thème de l'égalité des deux adversaires, ce qui s'opposait à l'analyse qui a été la mienne à Orange lorsque j'avais dit : "nous avons des adversaires dans la République, mais nous avons un adversaire qui est le Front National, et nous ne confondons pas ces compétiteurs politiques et cet adversaire violent."
On peut donc penser, mes chers camarades qu'il ne s'agit pas d'erreur commise, ni d'une ligne minoritaire qui se serait exprimée, mais au contraire d'une expression calculée et d'une tactique délibérée visant à amalgamer ou tenter d'amalgamer, dans l'esprit des Français, le Parti Socialiste et le Front National, afin de faire

croire, et l'on revient au procès en illégitimité, que seule la Droite est légitime pour gouverner le pays.
Cette démarche est scandaleuse, certes, dans la mesure où elle est absurde. Et à mon sens, la tentative d'établir, dans l'esprit des Français, une symétrie entre l'extrême droite et nous n'a pas la moindre chance d'être crédible, surtout si, naturellement nous la combattons, mais elle est aussi dangereuse parce que, sous prétexte en réalité de diaboliser la Gauche, cette analyse vise à banaliser l'extrême droite.
Elle est - et c'est le deuxième point que je voudrais aborder à propos de l'attitude entre la Droite et la Gauche versus le Front National - à mon sens, assez significative d'une sorte de peur qui saisit la Droite, et on peut se demander quand même pourquoi elle est là, d'où elle vient et si elle n'est pas étrange.
En réalité, je pense profondément, si l'on s'efforce d'analyser la situation politique et sociale de notre pays, la façon dont la droite agit et les perspectives qui sont devant nous, que la droite n'est pas assurée d'elle-même autant que certains le croient.
La violence de la Droite, c'est vrai, peut surprendre à notre égard. Elle est au pouvoir depuis quatre ans, elle a tous les pouvoirs de puis deux ans : présidence, gouvernement, assemblée, sénat, la quasi-totalité des régions, la très grande majorité des départements, des pouvoirs économiques et sociaux, souvent une partie de la presse. Elle est, paraît-il, en pleine remontée dans l'opinion. Elle se dit assurée de gagner les élections législatives. Et au lieu d'être sereine et confiante, elle est agressive et offensante.
Certes, il y a sans doute cette façon de nous tenir pour illégitimes. Il y a cette propension naturelle d'un certain nombre des leaders à être arrogants.
Il n'a pas fallu beaucoup de semaines et à peine une remontée dans certaines enquêtes d'opinion pour que le Premier Ministre modeste, affectif, consensuel, "entre nous", reprenne le ton d'arrogance, de superbe et d'agressivité qui est en réalité son naturel.
Mais je crois, plus profondément, qu'il y a la peur et que la Droite a peur du vide, et notamment du vide politique. Il est insolite de voir la Droite au pouvoir depuis quatre ans, après avoir démantelé par les privatisations l'économie mixte, non seulement celle que nous avons mise en place en 1981, mais celle qui venait du socle de la résistance en 1945, ne pas argumenter aujourd'hui, à partir de son bilan, mais développer l'idée qu'il faudrait en finir avec le socialisme.
Il est extravagant d'entendre François Léotard représentant d'une majorité théoriquement puissante et installée, déclarer dans l'interview qu'il a donnée à Libération pour, en quelque sorte reprendre son propos, mais en réalité l'accentuer : "si la droite disparaît, on va vers le chaos."

Il y a un risque mortel à laisser la Gauche seule face au Front National. Cela voudrait dire tout simplement que nous n'existons plus, que les idées, les valeurs de la droite libérale ne seraient plus représentées.
Naturellement, on sait que la Droite pense qu'elle n'a pas gagné les élections, et je ne suis pas de ceux qui pensaient les élections mécaniquement gagnées il y a trois mois et qui les croient perdues aujourd'hui.
La Droite est consciente que la bataille sera très incertaine. Elle mesure, comme nous, l'aléa que représente le poids du Front National, mais on comprend mal comment elle peut, après nous avoir reproché d'avoir installé ou instauré la proportionnelle en 1986, nous blâmer aussi aujourd'hui pour le scrutin majoritaire qu'elle a rétabli alors et qui offre effectivement des possibilités à l'extrême droite au second tour.
C'est son mode de scrutin. Nous ne jouons pas, nous, avec le Front National. Nous n'avons aucune tolérance pour ces idées. Nous n'avons jamais opéré de chassé-croisés humains avec eux. Nous sommes prêts à lui faire barrage, comme nous l'avons montré à Dreux. C'est à elle donc d'assumer ses responsabilités, et en particulier de faire la clarté dans ses rangs.
Mais je crois plus profondément qu'au-delà de cette peur des élections législatives, en réalité la Droite sent qu'elle n'a pas la capacité d'entraîner véritablement le pays derrière elle.
Sa politique économique et sociale est une politique de soumission aux exigences extrêmes du capitalisme : flexibilité des réglementations, privatisation, fiscalité alourdie mais inéquitable, chômage croissant, feu vert pour les licenciements, écoles négligées, banlieues oubliées, handicaps non pris en compte. Elle fait tourner durement la vis sans fin du libéralisme sauvage.
Dans quelques domaines, elle tente de faire du suivi purement verbal derrière nos propositions pour s'efforcer d'en émousser la pointe : sur les jeunes, sur la place des femmes dans la vie publique, sur l'Europe sociale.
Le président de la République s'est spécialisé dans les "causeries" sur ce ton. Mais la pratique gouvernementale vient chaque jour en démenti de ces généralités, d'où une politique systématique de double langage, d'effet d'annonce qui traduit un véritable flottement de son identité.
Alors, verbalement, cela peut parfois fonctionner. Le mouvement qui s'est produit dans l'opinion après le débat sur la loi Debré montre que le Gouvernement peut parfois troubler les français en tentant de les persuader qu'il se situerait, lui, qu'il se placerait, lui, sur l'immigration, par exemple, en position moyenne et centrale, mais le plus souvent ce type de fonctionnement se heurte au réel, comme l'ont montré les différents remuements, mouvements de la vie sociale.
Le gouvernement provoque sans cesse des réactions et des résistances, la droite n'a pas de vrai projet à proposer au pays. Et, donc, elle éprouve l'attraction mortelle qu'exerce sur elle l'extrême droite, elle espère le renfort électoral des électeurs FN,

Fondation Jean Jaurès

elle mesure la fascination qui existe dans son propre électorat, elle voit déjà se dégager en son sein une droite extrême, soit organisée à la façon de Villiers, soit spontanée sur des thèmes donnés, comme c'est traduit dans le rapport Sauvaigo sur l'immigration ou de Courson sur la pauvreté.
Elle n'ignore pas non plus que le développement de la situation actuelle (chômage et inégalités croissants) entraîne une radicalisation qui peut-elle même la conduire à se radicaliser à droite, ce qui la rapproche subjectivement du Front National.
La Droite échoue dans l'économie, elle mène une politique nationale, européenne et au plan stratégique (quand on voit son attitude à l'égard des États-Unis et de l'OTAN) qui affaiblit la capacité de défense économique et sociale du pays et qui, aussi, affecte d'une certaine façon son identité.
Elle est brutale à l'égard de l'opposition républicaine, elle glisse vers les tonalités de l'extrême droite.
Par son double langage, ses effets d'annonce non suivis d'actes, elle est source d'irritation, de scepticisme, je dirai même d'anxiété dans le pays, ce qui ne le prédispose pas, ce pays, à retrouver son équilibre.
Nos responsabilités dans cette situation sont donc considérables.
Pas plus que les sondages de la fin de l'année ne devaient nous illusionner, ceux du début de 1997 ne doivent nous impressionner.
Nous avons beaucoup avancé depuis 1995. Il nous reste encore des progrès à faire dans notre pensée comme dans notre organisation.
En même temps, par notre démocratie interne, par notre capacité d'élaboration collective, le sérieux de nos propositions, le souci de respecter un langage de vérité et donc nos concitoyens nous nous tenons largement au-dessus des partis de droite.
Rien n'est joué pour les élections et de toute façon beaucoup se jouera après. Nous avons donc, et ce sont les trois derniers points que je voudrais traiter, à populariser un projet alternatif, à approfondir un combat politique essentiel à celui que nous menons`contre l'extrême droite et enfin à poursuivre la rénovation de notre formation politique.
En ce qui concerne la popularisation de notre projet économique et social, mais qui devra être progressivement global, parce que c'est comme cela que nous irons à la bataille des élections législatives, non pas en discutant, ou en disputant même s'il faut être précis, travailler méthodiquement de tel ou tel aspect d'un plan, mais en rassemblant des grands objectifs et en les présentant au pays, en tout cas aujourd'hui nous disposons d'un socle solide sur lequel bâtir une autre politique sur le terrain économique et social, et je l'ai illustré à partir d'un travail repris dans les groupes de travail et dans notre Commission lors de ma conférence de presse.
Le projet qui est le nôtre répond à la situation micro économique du pays, parce que chacun à l'exception notable du Gouvernement, reconnaît la nécessité de trouver une croissance plus soutenue en relançant la demande.

Fondation Jean-Jaurès

Ce projet est cohérent, car il articule des mesures qui sont destinées à renforcer leur effet.
Il est ambitieux, car il s'agit de sortir le pays de la spirale déflationniste dans laquelle il était engagé et d'enclencher un cycle vertueux de croissance.
Il offre une perspective qui est de rendre espoir à la jeunesse et de lui permettre de prendre sa place dans le monde du travail.
Il est réalisable, parce que les propositions qu'il avance sont à la portée d'une action résolue, conduite dans le temps, sans retournement.
On le critique, fort bien, je devrais dire fort mal, mais le projet existe. Où est celui de la droite en face de nous ?
On ne va tout de même pas le trouver dans les causeries branchées sans contradicteurs de Jacques Chirac.
Nous avançons aussi dans d'autres domaines essentiels, nous avons arrêté nos propositions en ce qui concerne la sécurité, nous allons aborder la semaine prochaine celles qui concernent l'immigration, des thèmes qui sont placés en deux et en trois des préoccupations constamment réaffirmées par les français sur lesquels, problèmes, nous n'avions pas fait de propositions explicites depuis longtemps en tant que Parti, même si c'était des questions dont nous étions saisis naturellement dans les responsabilités gouvernementales.
Nous préparons celles qui concernent la protection sociale où le Gouvernement échoue et l'actualité le montre encore, dans l'éducation où le Ministre est immobile dans la recherche, négligée, sur les questions internationales, et je traiterai en juin ces problèmes dans une deuxième grande conférence de presse.
J'ai pu même démontrer mercredi à Toulouse devant le Congrès de la FNSEA que nos propositions pour l'agriculture tenaient la route et il est quand même intéressant de voir un certain nombre de thèmes sur lesquels nous nous battons depuis dix ans tous, collectivement, Bernard Thareau, puis Georges Garot et ceux qui travaillent avec eux, qui sont des élus sur le terrain dans le monde rural, ce qui est mon cas, il est intéressant de voir qu'un certain nombre d'idées que nous faisons avancer depuis dix ans commencent à faire leur chemin y compris dans l'organisation principale du syndicalisme agricole qui était jusqu'ici, il faut le dire, assez réfractaire.
Nous devons, deuxième axe, approfondir un combat politique et moral essentiel qui est celui de la lutte contre l'extrême droite, sur les questions de société, comme dans la lutte contre l'extrême droite et d'ailleurs on trouve souvent la présence de ce parti sur ce terrain, il faut récuser l'opposition toute faite et simpliste entre la Gauche humaniste et la Gauche politique, entre l'approche morale et l'approche réaliste, entre les gens de terrain et les intellectuels.
Quoi de plus moral que de défendre les couches populaires opprimées, désorientées, que d'écouter leur appel, que de prendre en compte leurs souffrances ?

Fondation Jean Jaurès

Quoi de plus réaliste que de rappeler que l'immigration zéro n'a jamais existé et n'existera pas, qu'on ne lutte pas contre l'immigration illégale en harcelant l'immigration légale, que l'intégration et le respect des étrangers chez nous montrent la meilleure façon de préserver notre société des tentations mortifères de la xénophobie et du racisme.
En vérité, c'est en tenant ferme les deux rênes entre nos mains que nous avancerons droit.
C'est pourquoi nous avons, collectivement, simultanément, travaillé sur la politique d'intégration, les questions de sécurité et la lutte politique contre l'extrême droite.
Gérard Le Gall et ceux qui ont réfléchi `avec lui ont fait un excellent travail avec le rapport qui nous est soumis, nous en avons débattu m mercredi au Bureau national, le rapport intègre désormais les éléments de ce débat, je ne le développe pas, Gérard Le Gall le fera après Daniel Vaillant sur d'autres sujets dans quelques instants.
Un certain nombre de propositions accompagnent ce rapport, d'autres ont été avancées dans le Bureau national et certaines viendront peut être dans ce débat du Conseil national.
Certaines visent à approfondir l'analyse du phénomène de l'extrême droite et à fournir à nos militants les argumentaires dont ils ont besoin pour la bataille à travers des brochures, dans la réunion de commissions, y compris parfois des commissions qui sont l'expression directe du terrain de" ceux qui sont confrontés aux municipalités Front National.
D'autres cherchent à traiter les questions de fond, celle de la nation, celle du racisme, celle des normes sociales pour vivre ensemble dans ce pays, celle de l'identité qui permettront de contrebattre certaines thématiques du Front National.
D'autres enfin proposent des actions de mobilisation contre l'extrême droite à partir du terrain, à partir de notre force militante et d'occasions politiques symboliques qu'il convient de saisir.
C'est le travail à approfondir du comité de vigilance, c'est la participation à des manifestations citoyennes, c'est l'âme des candidatures uniques de la gauche contre le Front National.
La lutte contre l'extrême droite, chers camarades, implique certainement des analyses justes, le choix de thèmes, d'un langage et de méthodes appropriés, mais elle exige surtout, cette lutte, que la lutte soit menée justement, c'est-à-dire la mobilisation effective sur le terrain, car c'est toujours ainsi, par la confrontation directe que l'on fait reculer l'extrémisme.
De ce point de vue, je me réjouis que nos adhérentes et nos adhérents se mobilisent fortement pour la fin de la semaine prochaine à Strasbourg, afin de prolonger, dans le respect des initiatives prises par Catherine Trautmann, les élus, les associations, les citoyennes et citoyens de France pour la protestation républicaine contre les thèses extrémistes du Front National.

Fondation Jean Jaurès

Nous irons nombreux, pacifiquement dire la fermeté de notre opposition à ceux qui veulent répandre dans notre société le poison de la haine et je serai, bien sûr, avec vous.
Enfin, et j'en termine, nous devons continuer la rénovation du Parti Socialiste et œuvrer au rassemblement de toute la gauche.
La rénovation du PS, j'en suis de plus en plus convaincu, chers camarades, ne peut se construire que par l'action, ce que nous appelons rénovation ne peut être un exercice statique. Il s'accomplit si nous sortons de nous mêmes, de notre vie interne, pour prendre notre part dans les luttes engagées dans le pays, dès lors qu'elles nous paraissent porteuses de progrès.
C'est dans cet esprit que nous avons été présents à Bruxelles à côté des travailleurs belges, dans une première esquisse encore imparfaite de ce que pourrait être un jour, je l'espère, la mobilisation puissante, massive, des forces du travail à l'échelle de l'Europe pour un autre équilibre économique et social de l'Union européenne.
Vous devez donc tous rechercher partout à accroître la présence, la mobilisation de notre formation de ses militants dans les mouvements de la réalité et j'accepterai toujours avec bonne grâce les exhortations de ceux qui bougeront de leur fauteuil à bon escient et plus d'une fois.
Mais la rénovation ne peut pas concerner seulement la tête, ni les membres qui y consentent, personne ne peut s'y soustraire, j'en suis maintenant convaincu, même si je n'en avais pas une conscience aussi aiguë il y a quelques semaines, parce que le proche passé, encore présent, vient de nous le démontrer, la défaillance des uns réagit ou rejaillit sur tous les autres.
J'ai lu avec surprise qu'il fallait (dans la presse pas dans le Parti) m'imputer l'échec de Vitrolles, j'aurais dû trouver moi même un autre candidat dans un parti où il est bien connu que le Premier secrétaire désigne les candidats, bien sûr, un candidat qui d'ailleurs n'existait pas, ne l'ayant pas trouvé, j'aurais dû le soutenir plus vigoureusement celui que je n'aurais pas dû choisir ! On admire la bonne foi !
En réalité, je n'ai choisi personne, on ne m'a suggéré quiconque, d'ailleurs le maire sortant ayant décidé d'être en tout état de cause candidat, en désigner un autre était garantir la division et donc l'échec, et les mêmes observateurs attentifs auraient dit : ils ne sont même pas capables d'avoir un seul candidat face à l'extrême droite.
Aujourd'hui, nous avons malheureusement du temps devant nous, je ne sais si l'élection sera à refaire, les recours ont été déposés, mais je le dis dès maintenant pour que chacun s'y prépare, nous ne repartirons pas à l'élection de Vitrolles avec le même candidat en tout cas il ne sera pas le mien.
J'ai lu, toujours avec étonnement que les dysfonctionnements évidents qui existent, dans la fédération des Bouches-du-Rhône et cela depuis longtemps étaient de ma responsabilité, j'aurais fait preuve de passivité, par timidité naturelle ou prudence interne.

Collection Jean Jaurès

En réalité, dès qu'un certain nombre de choses nous sont apparues, nous avons été saisies de multiples réclamations, il faut bien le dire, par des camarades qui avaient l'habitude de régler leurs problèmes ensemble sans se disputer, mais ils se disputent alors les problèmes, ils les soulèvent.
En réalité, nous avons convoqué tous les responsables de cette fédération, avec eux, parce que nous avons voulu faire avec eux, nous avons amorcé un processus de redressement, de mise au net que tous ont déclaré souhaiter ou accepter ce qui devra être mené à son terme.
Le Socialisme dans cette région ne pourra que s'en porter mieux. Et nous verrons si les événements nous conduisent à prendre d'autres décisions.
J'en saisirai si nécessaire la direction du parti qui aura à prendre ses responsabilités et nous le ferons dans ce département, comme ailleurs, si nous en sommes naturellement saisis.
Vous m'avez porté à votre tête notamment pour construire ce processus de rénovation politique et pas seulement pour cela bien sûr, ensemble nous avons déjà fait du chemin, et puisqu'il apparaît que je suis comptable avec vous tous bien sûr, mais d'abord moi-même, de tout ce qui se passe au Parti Socialiste, y compris dans des lieux très éloignés de l'endroit où je limite ou de l'endroit où je dirige le Parti, alors je dirai désormais clairement ce qui me paraît juste et ce qui ne l'est pas, ce que j'accepte et ce que je n'assume pas, et je vous en ferai juge, chacun prenant ses responsabilités et moi d'abord les miennes.
Demain, mes chers camarades, nous réunirons toutes les candidates et candidats de notre parti aux élections législatives, nous serons à un an du terme, soit largement prêts à l'avance. Nous nous exprimerons - plusieurs dans cette réunion - demain, ce que je voudrais dire et ce que je dirai sûrement demain, c'est que je prépare ces élections sans crainte et l'esprit serein.
Je sais le chemin accompli depuis deux ans, même si je n'ignore rien de la difficulté de la tâche.
Considérant la Droite, je mesure nos atouts, regardant nos forces et nos faiblesses, je sais que nous avons encore à progresser, portant attention aux difficultés et aux attentes des Français et voyant ce que nous proposons, je crois que nous avons nos chances, nous les avons mais pas seuls.
Le Parti Socialiste a entrepris de retisser un à un les liens de l'unité. La France bouge, elle se cadre aussi, elle secoue la domination sans partage de l'ultra libéralisme, dans des mouvements parfois contradictoires et difficiles à déchiffrer, elle exprime l'aspiration à autre chose, et cherche le chemin qui y conduit.
Nous devons nous rassembler pour donner un sens à cette exigence, à gauche et avec les écologistes, personne n'est exclus, si chacun a la ferme volonté d'agir, si nous gagnons dans un gouvernement qui veut transformer la France, dans la continuité et non protester seulement pour tel ou tel des siens.

Fondation Jean-Jaurès

Je fais appel à la Gauche, mais surtout objectif clair et le moment de cette clarification nécessairement approche, la rencontre avec le Parti Communiste sans doute en avril, en sera sûrement une étape.
Chers camarades, nous Socialistes, en tout cas, avons l'intention de répondre à l'attente du pays, quoi qu'il arrive. Nous avons un an pour former pleinement notre réponse. C'est un temps qui convient, si nous savons le vivre.
(Applaudissements).

La présidente - La parole est à Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant

Chers camarades, je serai bref dans la mesure où d'une part nous avons choisi de faire en sorte que le Premier Secrétaire s'exprime le premier dans notre Conseil national et par ailleurs, j'ai souhaité ne pas vous abreuver d'un propos concernant l'activité du parti, parce qu'elle est tellement importante, dense, et volumineuse que je crois que cela aurait été totalement indigeste pour vous et donc vous a été distribué le rapport d'activité.
Je voudrais, avant, simplement dire quelques mots sur les élections, le processus interne, le travail laborieux que nous avons entrepris avec nos partenaires, dire un mot justement de ce que Lionel évoquait tout à l'heure, le texte sur la sécurité, après que Bruno Leroux, délégué national sur cette question auprès de moi ait animé la commission sécurité avec celles et ceux qui ont bien voulu s'y engager, donc des mois de travail, d'expertise, de rencontres, il y a donc eu ce texte qui a été débattu, document de travail au bureau national. Nous avons, Bruno Leroux et moi-même, tenu compte de ces discussions, de demandes d'ajouts, de soustractions d'amendements, et donc nous avons réuni à nouveau la commission sécurité et vous avez, j'espère, théoriquement dans vos chemises un texte qui est celui là, qui a tenu compte de ce qui s'est dit au Bureau national et dont le statut, je voulais vous le préciser, est qu'il est un document de travail du Bureau national pour animer le débat dans les fédérations, dans les régions, sous forme militante, ou plus ouverte, et sachez en tout cas qu'on est un certain nombre à être à la disposition des fédérations pour faire vivre ce débat, comme le disait Lionel tout à l'heure, c'est une question importante. Nous avons nos propres approches sur ce sujet, mais je pense que nous avons à assumer parfaitement la question de la sécurité, la sûreté des personnes et des biens, comme il était dit dans la déclaration des Droits de l'Homme, et ce document qui sans doute est imparfait, incomplet, vous verrez la précaution qui est la nôtre en disant qu'il y a des sujets connexes, qui peuvent toucher bien évidemment à la justice, qui peuvent toucher d'autres sujets, l'activité sociale, ou la politique de la ville, mais nous avons voulu border notre travail à la question de la sécurité, du rôle de la police et de la conception qui est la nôtre dans ce domaine de manière à ce que le moment venu, quand sous la houlette d'Adeline

Fondation Jean Jaurès

Hazan, et de Marie-Pierre de la Gontrie, la Commission justice aura produit un certain nombre de propositions, le moment venu et dans le cadre du programme du Parti nous ayons ce document. Il faudra donner une cohérence globale, mais je pense qu'il est utile et en tout cas il y a beaucoup de demandes de fédérations, de traiter cette question. Ce texte est à la disposition de tous, pour qu'il soit débattu et puis nous verrons, nous n'avons pas encore arrêté de calendrier, pour qu'un processus de remontées à la direction du Parti, au Bureau national, ou au Conseil national puisse faire en sorte que le moment venu, après débats, après amendements, suggestions, nous puissions arrêter nos propositions en la matière.
Sur la question électorale, je ne reviens pas sur tout ce qui a été fait, je veux quand même souligner que nous sommes toujours les premiers à l'avoir fait, c'est-à-dire à un rythme rapide et dans un processus démocratique, même si par exemple sur les circonscriptions nous souhaitons présenter des femmes, il a fallu de la volonté et un peu d'autorité aussi, mais l'essentiel du travail a été fait, est derrière nous.
Je crois que nous sommes effectivement les seuls à l'avoir fait et de la manière où nous l'avons fait.
Mais bien évidemment, il y a un certain nombre de choses qui restent, soit sur le plan interne, constitution des listes régionales, j'en dirai un mot dans un moment, et d'autres désignations à opérer et puis le suivi des relations avec nos partenaires. Je pense au Parti Radical Socialiste et aux Verts. La commission électorale, je vous rappelle qu'elle s'est réunie régulièrement, tous peuvent s'exprimer, les débats ont lieu dans la totale transparence, dans un esprit de collégialité totale et de pluralisme total. Elle s'est réunie encore récemment, toute une soirée pour évoquer ces questions soit dans le particulier, soit dans le plus général, et concernant les quelques situations où par exemple nos candidats ou candidates ne sont pas désignés, parce qu'il a été requis de la part des fédérations un délai, elles sont peu nombreuses, pour des problèmes de disponibilité de candidatures sur le plan professionnel par exemple. Bref, il y en a quelques unes qui restent (il y a également les Dom-Tom j'en dirai un mot), mais je pense que dans les semaines qui viennent on aura bouclé le dispositif, il reste quelques contentieux pour lesquels il faudra organiser des votes ou arbitrer autour de ce qu'a dit Lionel, de ce que va rapporter Gérard Le Gall. Toutes ces questions un peu contentieuses qui restent, elles sont peu nombreuses, je veux le préciser, car j'ai entendu quelques camarades dire que les nouvelles règles pour que les militants votent ont créé des difficultés, je vous rappelle que le nombre de contentieux que nous avons à traiter est plutôt moindre que les contentieux que nous avions à traiter dans les élections antérieures. Il faut quand même relativiser le nombre de contentieux. Donc sur ces problèmes de contentieux et également sur le problème des règles des adhésions, les six mois, il fallait les traiter à chaud et très vite. On a connu des périodes où cela se traitait moins à chaud, cela prenait du temps et aussi beaucoup de difficultés qui ne mettaient pas toujours nos candidats en bonne posture.

Je vous propose de mandater le Bureau national de la semaine prochaine, la commission électorale ayant des propositions à faire sur ces quelques contentieux.
Sur les Dom-Tom, la commission électorale, après présentation de la situation politique par Louis Le Pensec, délégué national aux Dom-Tom a décidé en réalité de vous demander de reporter à mai ou juin la désignation définitive de nos candidates et candidats aux législatives dans ces départements.
Le processus est commencé en Martinique, sans grande difficulté, même si là il y a aussi la relation avec notre partenaire qui est le PPM, en Guyane c'est un peu compliqué, parce qu'à priori nous n'avons pas directement de candidat, il y a des relations avec des partenaires, en Réunion ils ont besoin d'un peu de temps.
Je veux évoquer la situation en Guadeloupe, nous avons constaté dans le cas du rapport de Louis Le Pensec qu'il y avait de nombreuses irrégularités ou un dysfonctionnement organique au niveau de l'instance fédérale, et donc nous demandons de reprendre la procédure à 0 pour faire en sorte que des règles de droit interne soient appliquées là-bas, comme en Métropole, et comme dans les autres fédérations des Dom-Tom. Cela concerne la préparation des élections et aussi la vie des fédérations.
La rénovation doit être partout, y compris en Outremer.
Je veux vous dire que sur les élections c'est très important, nous avons distribué un questionnaire aux premiers secrétaires fédéraux pour savoir où nous en sommes sur les questions électorales, et notamment la question des suppléances, parce qu'il y a encore des fédérations où nous n'avons pas les suppléances. Il y a celles qui ont procédé par titulaires-suppléants tickets, où là les choses sont relativement faciles et cela a été acté début février à la convention. Il y a des fédérations comme nous avions donné une certaine latitude, où le problème de la suppléance n'est pas réglé.
Je vous demande donc d'y veiller d'une part, et d'autre part il y a l'accord avec le PAS, et avec les Verts, on a besoin aussi de retours d'informations sur la manière dont s'appliquent ces accords, y compris pour que nous puissions le moment venu - le moment va être imminent - après l'assemblée générale des Verts, demain, voir là où la réciprocité des Verts vis-à-vis de nous devra s'appliquer, c'est très important d'avoir le retour des fédérations pour que nous puissions conclure dans ce domaine.
Donc il faut remplir, je vous le demande chers premiers Secrétaires fédéraux, ce questionnaire très rapidement.
Par ailleurs, nous débattrons, Sylvie Guillaume l'a dit, je le répète, ici, Jean Pierre Bel et moi-même à 14 heures 30 avec les premiers secrétaires fédéraux pour voir ces questions d'application, voire de pré-discussions sur les régionales. Donc 14 heures 30 ici, réunion des Premiers Secrétaires fédéraux.
L'accord avec les Verts en dehors du fait que Lionel Jospin a rappelé le souci qui avait été le nôtre avec Jean-Christophe Cambadélis, avec les camarades qui étaient dans les délégations, ceux qui avaient préparé le texte d'orientation politique, qui a été in fine adopté par le bureau national avec les Verts, je ne reviens pas sur la

démarche novatrice stratégique de rassemblement utile pour un courant politique permanent aujourd'hui dans l'opinion, même si son étage électoral est différent, suivant les moments et consultations je crois en tout cas que l'impact politique a été fort. On voit que cela conduit certains éventuellement à envisager d'autres types d'alliances.
Toujours est-il que sur la trentaine de ces circonscriptions où nous avons pensé que des candidates ou candidats verts pourraient être nos candidats au premier tour, il y a encore un certain nombre de difficultés d'application.
Je ne veux pas cacher, depuis le Conseil national, que les Verts eux-mêmes, après coup, ont souhaité que dans telle ou telle Région, notamment en Ile-de-France, ou Paris, en Bretagne, il y ait, de notre part, un effort supplémentaire là où il y a des difficultés d'application que cela représente.
Je voulais en informer le Conseil national.
On a aussi dit à nos interlocuteurs et à Dominique Voynet, que lorsqu'on a passé un accord, il n'est pas facile de revenir dessus, et de retrouver après que les candidats aient été désignés, des circonscriptions où les choses iraient beaucoup mieux, passeraient mieux.
Nous souhaitons que cet accord, demain le 23, passe chez les Verts. On ne peut pas non plus trop demander au PS, notamment après la signature d'un accord sur 30 circonscriptions, d'en trouver une 31ème ou une 32ème.
Je voulais le dire devant le Conseil national, même si je crois qu'il faut souhaiter vraiment que la ligne impulsée par Dominique Voynet, chez les Verts, puisse demain trouver une majorité parmi les délégués des Verts.
Sur cet accord électoral, dont je vous rappelle qu'il est aussi pour PUS, même si là, il est général, puisqu'il y a 36 ou 37 circonscriptions, où les radicaux-socialistes auront la candidature, la réciprocité générale est totale.
Là aussi, il peut y avoir quelques difficultés d'application. Nous souhaitons, bien évidemment, en relation avec ce Parti - et je verrai très bientôt Emile Zucarrelli, puisque j'étais pour deux jours, pour un intense de travail en Corse - voir dans quelle condition et là notamment où il y a les plus grandes difficultés, nous puissions trouver les accords nécessaires, pour qu'il n'y ait pas de difficultés en dehors d'une ou deux primaires acceptées de part et d'autre.
Je crois qu'il est quand même indispensable de donner un sens, y compris dans vos fédérations, et là où nous sommes, pour faire vivre cet accord avec le PUS et les Verts, parce que je crois que cette volonté d'exister, de rassembler autour de nous, mais en même temps, d'être en capacité d'être ouvert sans hégémonie vis-à-vis de forces politiques ou de groupes d'expression thématiques, est importante, et de montrer notre capacité de comprendre qu'il y a une diversité politique à gauche, et que le respect de cette diversité politique ne doit pas entraîner l'éparpillement de la Division avec, y compris, les risques électoraux que cela peut faire prendre

Fondation Jean-Jaurès

notamment les françaises et les français qui auraient le plus à en souffrir, si le droit devait rester au pouvoir .
Concernant l'accord avec les Verts, je précise que cela touche aussi, en dehors des circonscriptions, sur les suppléances.
Donc, je le dis ici devant le Conseil national, là où par exemple les choses ne sont pas figées, je crois que les Verts demandent, à juste titre, que quand ils ont le candidat ou la candidate, il soit souhaitable, de leur point de vue, et je pense que leur point de vue est juste, électoralement parlant, que le suppléant ou que la suppléante soit socialiste.
Je pense qu'il faut donner des réponses si possible positives à cette démarche, et réciproquement, en dehors des circonscriptions pour les postes titulaires, soit pour les Verts, soient réciprocité socialiste, et on aura assez rapidement l'aboutissement des discussions. Je pense qu'il est aussi souhaitable peut-être que des Socialistes puissent prendre des suppléantes ou des suppléants dans certaines circonscriptions.
Là en Corse, c'est un appel que je lance. On verra, avec les premiers fédéraux, tout à l'heure, ce problème.
Je pense qu'il est important aussi, en termes de rénovation politique, et de pratiques, d'être en état de faire respecter les accords politiques que nous passons.
C'est un signe de loyauté y compris vis-à-vis de l'opinion. Si les socialistes sont capables de faire appliquer des accords. C'est de bon augure par rapport au contrat et au programme que nous proposerons aux Français en matière politique, au niveau des élections.
C'est en même temps important sur le plan stratégique et des alliances et je serai très cursif sur ce sujet. Nous aurons l'occasion d'y revenir.
Je pense notamment au PC et au Mouvement des Citoyens. Le Mouvement des Citoyens, nous lui avons tendu la perche, nous lui avons fait des propositions et ils sont restés sourds à ces propositions qui tendent, peut-être de mettre en œuvre, autour du concept, d'un Référendum sur la monnaie unique, et d'essayer de mettre un concept stratégique électoral, semble-t-il très partiel et très partial à notre égard d'ailleurs, dans les circonscriptions concernées.
Je crois que cela doit nous encourager à faire bien appliquer et en dynamique politique l'accord que nous avons passé avec les Radicaux Socialistes et avec les Verts.
Sur la question des femmes, Sylvie Guillaume, dans un instant, y reviendra. Je serai bref sur le sujet car nous avons eu l'occasion d'en parler souvent. Nous avons constaté qu'il y a de rares départements où l'application de notre décision je dirai théorique, nous permet d'avoir la volonté de présenter une femme dans telle circonscription. Je dirai que la procédure, comme on dit, en termes de marchés publics, infructueuse.
Il y a deux départements, trois départements, au maximum dans cette situation. Nous allons aider... je pense que sous l'impulsion de Sylvie Guillaume, nous allons

aider ces départements à trouver les candidates qu'ils n'ont pas trouvé dans le département. A contrario je veux dire que souvent on nous disait "oui, mais est-ce que vous allez pouvoir... vous voulez présenter une femme dans telle circonscription mais on n'en a pas."
Force est de constater qu'elles se sont trouvé même si on n'était pas très volontaire pour les trouver. Il n'y a que deux ou trois cas pour lesquels effectivement nous n'avons pas eu de candidature féminine.
Cela veut dire que la potentialité des femmes dépend de la volonté d'affronter un combat électoral et on peut dire qu'au niveau des élections législatives, cette potentialité existait.
Je crois que c'est un bon signe.
En Corse du Sud, on en a parlé avec Jean-Marc Chabrini lundi. Quand on a annoncé qu'on avait l'intention de présenter, dans la deuxième circonscription de Corse du Sud, une femme, les camarades ont été un peu surpris.
J'ai rencontré avec les camarades la candidate. Elle était déjà en campagne et face à Rocca-Serra, 86 ans, et à l'autre Rocca-Serra, de Droite aussi, il est vrai que notre candidate "décoiffe" un peu. Il est vrai que c'est la première fois qu'une femme est candidate en Corse du Sud aux élections législatives. Cela veut dire que la potentialité existait.
Je suis heureux que le Parti ait eu la souplesse et l'intelligence politique, au niveau des fédérations, d'accepter que cette volonté politique, ce signé donné à l'opposition, soit traduit et concrétisé.
(Applaudissements).
Cela nécessitera de notre part, de toute façon, aussi beaucoup de vigilance.
La Commission électorale a clairement dit que sur un certain nombre de départements, nous suivons les choses de près, jusqu'au jour du dépôt de candidatures en Préfecture. Nous suivons les choses de près pour bien avoir les candidates désignées et qu'elles ne soient pas conduites quelquefois à renoncer à leur candidature et donc, jusqu'au bout, nous veillerons à ce que notre dispositif soit bien celui que nous avons arrêté à la Convention Nationale. Si par malheur il y avait des défaillances individuelles, eh bien politiquement, et tous ensemble, nous veillerons à pourvoir au remplacement nécessaire, dans le cadre de la loi et de la règle, et de la volonté politique que nous nous sommes fixés tous ensemble.
J'insiste aussi sur le fait qu'il y a beaucoup de camarades suppléants. Nous n'avons pas voulu, à l'époque - vous vous en souvenez sûrement - fixer de critères et de quotas pour ne pas affaiblir les circonscriptions où les femmes devaient être titulaires parce qu'on pouvait nous dire "vous avez demandé beaucoup de suppléants et du coup, on va vous demander des suppléants".
Aujourd'hui, je le redis ici, il faut absolument, faire mieux, encore que sur les circonscriptions titulaires, pour les femmes en tant que suppléantes, demain nous aurons une première journée de formation pour nos candidats.

Collection Jean Jaurès

Déjà, les candidats aux élections législatives ont reçu une brochure intitulée “Mémento-médias”, élaborée par le groupe PS à l’Assemblée Nationale.
Ils ont aussi reçu un guide juridique réalisé par le groupe et le Parti, des fiches pratiques sur la politique de la droite préparées par le groupe PS de l’Assemblée Nationale, ainsi que les brochures des trois Conventions nationales, leur seront remises demain.
Le secteur “formation du Parti”, autour d’Alain Bergounioux et le Centre Condorcet avec Gérard Lindeperg, organiseront un Séminaire de formation réservé aux élections législatives et cela aura lieu le dimanche 11 mai.
Simultanément le secteur “communication” avec Manuel Valls a réalisé le matériel support d’une campagne nationale joint à votre dossier aujourd’hui, ce qui doit permettre aux sections et aux candidats d’engager dès maintenant des campagnes de terrain, même si demain, on aura l’occasion de le dire, un certain nombre d’entre nous, doivent apprendre à rythmer une campagne en fonction de la situation, de la notoriété des candidats, etc. En effet, ce n’est pas la même chose, quand on est Député sortant, de se lancer dans une campagne électorale, que lorsqu’on est simplement candidat.
Nos concitoyennes et nos concitoyens attendent de nous de se comporter comme des candidats. Cela ne donne pas toujours ce que les gens en attendent.
D’ailleurs, de ce point de vue, la Droite, se lance un petit peu à corps perdus dans des campagnes électorales un an avant, sachant que les préoccupations qui sont celles des Françaises et des Français ne dépendent pas des bonnes affiches, de réunions électorales, de campagnes électorales permanentes, alors que ce qui est important, c’est la proximité, l’écoute, la notoriété, la présence. Je crois que tout cela n’est pas très utile, notamment quand nous n’avons pas le parlementaire sortant.
Je pense que la nouvelle formule préparée par Manuel Valls et l’équipe, va trouver, dès le mois de juin, une nouvelle forme.
Ce sera un support privilégié pour la campagne qui s’amorcera dès l’automne.
Les élections régionales.
Nous avons travaillé collectivement? Nous étions une quinzaine, en commission électorale, l’autre soir, pour, sur la base d’un travail effectué par Yannick Bodin, et Jean-Pierre Bel, sortir une circulaire, dès qu’elle aura été adoptée par le Bureau national, numérotée précisant les modalités d’élaboration de nos listes et le vote des militants dans les fédérations, dans le cadre d’un calendrier que nous avons adopté.
Je vous rappelle que c’est entre le 20 et le 30 mai, que les candidatures devront être enregistrées. Entre le 1er et le 9 juin, les Conseils fédéraux devront se réunir pour travailler et élaborer un certain nombre de critères qui apparaissent évidents.
Ce sera rappelé dans la circulaire : critères géographiques, critères entre femmes et hommes, on peut aussi en dire un mot.

Collection Jean Jaurès

Il y aura aussi des critères dans la disponibilité, la compétence de nos candidats si on veut diriger, comme nous le souhaitons, des régions.
Tout cela sera évidemment précisé et à prendre en compte.
Bien évidemment le pluralisme au sein du Parti ou la représentation politique, sont importantes, même si à mon avis, il faut éviter de remanier au sens de reprendre la fameuse méthode que nous connaissons ; méthode qui avait peut-être ses avantages mais aussi, semble-t-il quelques inconvénients.
Dans la nouvelle donne du Parti, du PS, ce n'est pas le critère essentiel qu'il faut retenir même si on doit avoir l'intelligence de rassembler tout le monde.
Il devrait y avoir des Assemblées Générales de sections, entre le 16 et le 20 juin. Vous savez que le 21 juin, il y aura la Convention fédérale et le 28 juin, une Convention Nationale de ratification de nos listes, et en même temps d'adaptation d'une Charte Nationale du Parti, du PS pour les élections régionales.
Concernant les élections régionales encore, les atermoiements et les divisions de la Droite, sur à la fois le mode de scrutin, et les opportunités politiques, en termes de calendrier, pour savoir notamment si les élections régionales devraient avoir lieu en même temps que le premier tour des législatives ou en même temps que les cantonales début juin, ne nous permettent pas aujourd'hui de connaître vraiment le calendrier disons du Gouvernement.
Il semble que les sentiments soient contradictoires. C'est d'ailleurs une curieuse leçon de démocratie, puisque la date des élections régionales, qui sont quand même des élections, à la fois locales et nationales, fait l'objet d'obscures luttes internes au sein de la majorité et au sein de la droite.
On doit poser cette question y compris au niveau de l'Assemblée Nationale.
Les contacts avec nos partenaires concernant les élections régionales. Je crois qu'ils ont débuté dans beaucoup de départements et ils doivent se poursuivre.
Il est évident qu'on est dans un cadre où avec PAS, il y a obligation de discuter, et de parvenir à un accord.
Concernant les Verts, vous savez que nous n'avons pas voulu formaliser au moment où nous avons signé l'accord politique, et en même temps sur les législatives, tout ceci. Pour nous-mêmes, c'est difficile sans avoir suffisamment consulté nos fédérations, et en même temps, c'était difficile chez les Verts, avant leur Congrès ou leur Assemblée générale.
En même temps, je pense qu'il faut, avec l'aléa du calendrier qui était à l'époque celui de mode de scrutin, avoir quand même la volonté d'avancer, y compris avec les Verts, dans les départements et les régions.
Je crois que ce dialogue, qui a souvent débuté, doit se poursuivre, sans s'afficher, avec les forces de Gauche (PRS, les Verts) pour créer des dynamiques régionales fortes, porteuses de projets alternatifs, pour qu'il y ait de nouvelles régions (et là, honnêtement, le progrès devrait être facile à faire sur la base de l'existant) qui soient gérées par la Gauche.

La solitude, compte tenu du mode de scrutin et des difficultés de gestion des régions derrière, souvent avec des majorités relatives à venir, devrait nous inciter, les uns et les autres, à réfléchir en dehors d'un réflexe naturel de préservation des intérêts socialistes, c'est normal, et je vous encourage à être extrêmement vigilants dans les discussions.
En même temps, il faut se dire que si l'on veut gagner des régions, créer des dynamiques politiques et avoir derrière des capacités de gestion des régions avec, quelquefois, des majorités relatives, il vaut mieux quand même avoir un nombre d'élus suffisant car seuls, on n'est pas toujours les mieux à même de diriger.
Donc, cette dimension, quand même stratégique et d'ouverture, est, je crois, nécessaire.
Alors, bien évidemment, les Verts auraient souhaité que nous prenions en compte un texte qu'ils souhaitaient que nous fassions voter, Jean-Christophe et moi-même, soit au Bureau national, soit devant le Conseil national. Tel qu'il était rédigé, honnêtement, même si on a moins de problèmes quand on est dirigeant Socialiste que quand on est dirigeant des Verts, moi, je craignais un peu quand même l'issue, éventuellement, d'une consultation du Conseil national.
J'ai plutôt une proposition alternative, on en a parlé avec Jean-Christophe, d'un texte que je ne soumets pas à ce stade à la délibération car je voudrais que les Premiers fédéraux s'expriment dessus, mais il est évident qu'il ne serait pas inutile que cet après-midi, je puisse passer un coup de fil à Dominique Voynet parce que c'est un élément qui peut aussi, je dirais, nourrir la dynamique et l'acceptation de l'accord au sein de leur Congrès, demain.
J'ai réfléchi à une formule qui pourrait tourner autour de ce concept.
Pour les élections régionales, notre volonté est de gérer ensemble de nouvelles régions sur la base de plates-formes politiques régionales communes, ainsi que par des listes de rassemblement à examiner selon les régions sur la base d'une juste représentation politique de chacun, en tenant compte (et vous verrez la formule) du nombre d'élus Verts sortants. Je tiens à rester dans la logique de Dominique Voynet d'un accord avec nous, bien entendu.
A cette fin, les instances départementales et régionales des deux formations sont invitées à se rencontrer dès maintenant avec les autres forces politiques de gauche si c'est possible, le moment venu, et là aussi, il me semble qu'il faut donner du temps tant que l'on n'a pas le calendrier notamment. Mais je crois que nous n'avons pas à donner de signes de fermeture, même s'il faut être vigilant sur les discussions.
Et puis, de toute façon, une Commission Nationale de Coordination devra suivre ces travaux.
Évidemment, ce texte n'est pas de nature à satisfaire totalement nos partenaires, mais je voulais quand même, pour le débat au Conseil national et pour la réunion des Premiers fédéraux, en donner l'information.

Il va de soi que la Commission nationale électorale (et là j'ai demandé, bien sûr, à Jean-Pierre Bel et à Yannick Bodin, délégués nationaux auprès de moi, de prendre un peu le relais des travaux internes sur ce sujet) travaillera, bien évidemment, avec les fédérations pour que nous puissions, le moment venu, avoir le moins de contentieux possible et avoir de bonnes listes de candidates et de candidats.

Dans la salle - Comment ?

Daniel Vaillant - J'ai mal dû me faire comprendre, j'y reviens. Les Verts avaient préparé un morceau de texte sur les régionales que je pensais inacceptable par vous et par moi aussi... (Mouvements)... Tu veux que je te le lise ? Ce n'est pas la peine ...(Rires)..., je te le montrerai.

Lionel Jospin - En gros, c'était de faire un accord dans lequel les deux formations politiques voyaient le nombre de leurs élus anciens augmenter. Voilà, en gros, c'est cela Daniel ?

Daniel Vaillant - Tout à fait, je l'ai là d'ailleurs.

Lionel Jospin - Comme tu m'informes, du coup, je me situe au niveau moyen du Conseil national alors que toi, tu es tellement immergé dans ces problèmes...

Daniel Vaillant - Il est clair que les Verts ne sont pas demandeurs d'accords dans tous les départements. C'est à voir en fonction des régions et des intérêts bien compris des uns et des autres, mais j'insiste quand même là-dessus. Je sais que c'est une vraie difficulté, mais une attitude de fermeture ne serait pas la bienvenue alors qu'on a un accord politique affiché sur les élections législatives, et je pense que vouloir se recroqueviller en tant que Socialistes pour des élections régionales et, du coup, ne pas avoir la volonté de conquérir les régions, n'est pas la bonne démarche à adopter pour les Socialistes.
Je termine concernant les cantonales. La Commission électorale souhaite que la procédure de désignation au niveau fédéral (vous savez que là, ce n'est pas l'échelon national qui est en cause) puisse commencer et se poursuivre dans certains endroits, en tout cas que cela puisse accompagner le calendrier d'élaboration et de désignation de nos candidats aux élections régionales.
Donc, ici, devant le Conseil national (on fera sans doute un courrier, une circulaire), je crois que l'on peut dire que c'est un dispositif qui, de surcroît, peut être complémentaire. Il y a un maillage intelligent à faire pour nos candidates et candidats sur ces élections cantonales. Sylvie reviendra sur l'objectif de parité qui est dans la circulaire pour les femmes, notamment sur les sièges qu'on peut

Fondation Jean-Jaurès

quantifier comme éligibles aux élections régionales. Donc, là-dessus, ayez quand même cela en tête.
Enfin, chers camarades, le Bureau national devra prendre formellement une décision - sur la base d'une proposition qui a été faite par la fédération du Finistère avant même que le Bureau n'en délibère - sur la date de la tenue de notre Congrès, même si le Secrétariat National à l'unanimité, je crois, Alain, voilà une dizaine de jours, a fait une proposition pour la tenue de notre Congrès à l'automne autour du 20 novembre (20, 21, 22 ou 21, 22, 23 novembre) à Brest. Nous allons donc, d'ores et déjà, travailler avec la fédération du Finistère pour que nous ayons les meilleures conditions et à ce moment-là pour avoir un Congrès qui nous permette de partir en campagne ou d'intensifier notre campagne avant les élections de 1998.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

La présidente

Chers camarades, je vais essayer de faire le plus brièvement possible et d'insister effectivement sur un point tout à fait précis qui ne vous surprendra guère (il a été annoncé trois fois par Daniel à l'instant et j'y fais suite), pour vous indiquer ce que sera le cadre de notre calendrier des modalités des élections régionales concernant les femmes.
Nous avons tous, bien entendu, commencé un peu le grand mécano de constitution des listes. Pour cela, je crois qu'il est utile d'insister sur le fait que le PS s'est prononcé sur des listes paritaires.
On a beaucoup entendu parler ces derniers mois des élections législatives. C'était un moment où l'on a essayé de nous expliquer, à quelques reprises, que ce n'était pas forcément le bon scrutin pour les femmes, ce qui n'est pas totalement faux institutionnellement parlant.
Mais pourtant, je crois que nous avons fait la démonstration que la méthode que nous avons utilisée a porté ses fruits et que nous avons pu aboutir aux désignations pour les élections législatives.
Parallèlement à ce scrutin qualifié de non favorable aux femmes, on aborde ce scrutin de liste proportionnel et on le décrit généralement aussi comme l'un des très bons moyens de faire en sorte que les femmes soient mises en perspective dans ces élections que l'on qualifie elles-mêmes de plus abordables.
Je pense personnellement que les femmes peuvent tout à fait être élues dans les deux types d'élections et que ceci posera, au fur et à mesure, le moins de problèmes possibles.
Ceci dit, si vous me dites maintenant et si l'on me dit maintenant que ce scrutin régional est plus ouvert pour les femmes, moi je dis : "chiche", et je prends tout de suite.

Collection Jean-Jaurès

Nous ne sommes pas parvenus non plus en totalité, enfin partout, dans tous les départements, à ces 30% de candidates. C'est le cas, notamment, dans les départements où il y a peu de circonscriptions. Mais rassurez-vous, je ne les stigmatise pas, il y a aussi d'autres endroits où des efforts supplémentaires auraient pu être faits.
Ceci dit, des engagements ont été pris à cet égard et j'ai même cru entendre à certains moments que le nombre de femmes présentes sur les listes régionales pourrait, éventuellement, compenser celui du nombre de femmes aux législatives. Alors, là aussi, je dis : "banco, je prends."
Je pense sincèrement qu'il ne faut pas trop s'amuser maintenant avec ce genre de choses, parce que les décisions que nous avons prises et la place des femmes dans nos futures listes sont un réel enjeu politique, je l'ai souvent dit.
Je crois que les Français, malgré leurs difficultés (je n'y reviens pas longuement), voire parfois en raison de leurs difficultés, sont de plus en plus attentifs, à nouveau, à la question des femmes et ils se prononcent très largement, à chaque fois qu'ils sont interrogés, en faveur des mesures que nous avons préconisées.
Nous avons les moyens, si nous poursuivons nos efforts, si nous poursuivons l'application de nos décisions, de marquer des points absolument décisifs dans l'électorat et, deuxième élément avant de conclure, je trouverais de plus extrêmement mal venu et, d'une certaine manière, assez incongru aussi, de perdre cette avance que nous avons su prendre par rapport aux autres organisations politiques en la matière.
Vous avez tous vu ou entendu le 11 mars dernier le Premier Ministre à l'Assemblée Nationale. Il a annoncé en gros un stage de formation de longue durée pour les femmes dans les mandats locaux, une sorte de période probatoire de dix ans dans des mandats dans lesquels, par ailleurs, elles ont fait leurs preuves depuis fort longtemps.
L'exercice d'Alain Juppé couvre toute la majorité de honte ! Cet exercice montre surtout que la majorité actuelle est dans l'absolue incapacité de toute avancée. Cela ne passera pas inaperçu, c'est certain.
Donc, je crois, pour conclure véritablement, que nous avons les cartes en main, que nous pouvons marquer un avantage absolument décisif en faveur de la parité et je souhaite que nous ne le laissions pas passer. Merci.
(Applaudissements)
La parole est à Gérard Le Gall sur le rapport de lutte contre le Front National.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je dois vous dire le plaisir et l'honneur que j'ai à parler devant vous aujourd'hui sur cette question cruciale dans la vie politique française.

Je dois au préalable remercier deux camarades, Irène Bodogue et Brigitte Garzino pour leur patience et leur disponibilité au cours de cette dernière semaine pour que vous ayez le document aujourd'hui tout prêt.
Je dois dire aussi, car c'était un des éléments importants de ma méthode pour ce travail de rapporteur, qu'il était nécessaire d'aller dans les fédérations afin de dialoguer, de discuter avec les militants et les directions fédérales.
Je suis donc allé dans une vingtaine de fédérations depuis la Convention sur la Démocratie. J'ai oublié, d'ailleurs, un certain nombre de fédérations qui voudront bien me pardonner. Dans le document définitif, je mettrai toutes les fédérations où je suis allé.
Enfin, je voudrais insister sur les interventions des camarades du Bureau national qui ont enrichi le document et donc apporté des éléments dans l'orientation.
Mon intervention va être relativement brève, une vingtaine de minutes, donc je ne serai pas exhaustif, je vous renvoie au texte. Elle ne vous dispense pas, mes chers amis, de lire le document, de le commenter, et de le critiquer ultérieurement.
C'est un rapport d'orientations pour un combat du Parti Socialiste contre le Front National, chaque mot a son importance, je ne les commenterai pas.
Je voulais souligner trois dimensions à travers ce rapport :
ce sont à la fois des éléments d'analyse pour faire un bon diagnostique, il faut partir de la réalité et bien la comprendre, et enfin, des recommandations, pas au sens normatif du terme, mais au sens d'orientation de lecture de la réalité du Front National.
Enfin, un rapport n'est pas complet quand il ne propose pas. Il y aura, avant que le débat ne s'ouvre, une quinzaine de propositions et ce soir, toutes les propositions que vous allez formuler à travers le débat seront, selon votre souhait et votre désir, reprises dans ce rapport final.
Un rapport de huit chapitres. Très rapidement, je vais vous en donner quelques premiers éléments.
Un avant-propos qui part de cette idée qu'il y a cinquante ans, personne n'aurait osé dire, n'aurait pensé pouvoir dire, qu'à la fin de ce siècle un homme politique français, recueillant de surcroît 15% de l'électorat, aurait pu évoquer l'idée de l'inégalité des races ! C'était impensable après 1945. Malheureusement, aujourd'hui, la parole raciste est, sinon légitimée, du moins pour partie dicible, malgré d'ailleurs une législation qu'il faudrait veiller à appliquer le plus possible.
Première partie, très simple mais qui restitue l'histoire du Front National dans la réalité politique française. Je suis remonté aux années 70.
Mes chers camarades, ne laissons pas accréditer cette idée selon laquelle le Front National serait l'enfant du socialisme au pouvoir. Il faut combattre cette idée et bien voir, par une analyse critique, une relecture des années 70, comment tous les ingrédients, tous les éléments politiques se sont mis en place pour cela, et notamment un élément important : la crise du post-gaullisme. Le gaullisme était

Fondation Jean Jaurès

une certaine manière de civiliser un certain nombre de pulsions populaires (ou non populaires d'ailleurs) vers des tentations autoritaires et le départ du Général de Gaulle en 1969 a laissé un vide, en particulier dans les couches populaires qui avaient besoin d'ordre, d'un certain nombre d'idées politiques. Ensuite, le giscardisme (Lionel en a parlé, j'y insiste aussi dans le rapport), sous ses deux aspects, et certainement un durcissement à la fin des années 70.
Je n'en dis pas plus. L'illégitimité ontologique, si j'ose dire, de la gauche, pour un homme de droite, s'est révélée, et il semble que l'histoire risque de se répéter si, par bonheur, nous l'emportions en 1998. La droite radicalise déjà son discours dans cette hypothèse, avouant par là même ses faiblesses.
Deuxième point, très rapidement : la responsabilité majeure de la droite dans la présence du Front National, avec toutes les questions de connivence, de tropisme intellectuel, de déclarations, de passages de l'extrême droite vers la droite et, quand un ancien leader du Front National vient au RPR, il avoue, en toute candeur ou par un cynisme assez élaboré, qu'il n'a pas changé ses valeurs ! Comme quoi le fait d'appartenir à un parti politique n'est pas une question de valeurs, mais une question d'opportunité pour remporter la Ville de Nice ! Mais nous, nous retiendrons qu'il a peut-être changé de parti, mais qu'il n'a pas changé ses valeurs !
La troisième partie, c'est le retour de ce que le rapporteur appelle, si vous en êtes d'accord, le néo-fascisme en Europe.
Mes chers camarades, les mots ont leur importance. Si j'ose dire, le Front National nous l'enseigne. N'abusons pas quand même de débats internes sur des qualifications. Fascisme, néo-fascisme, extrémisme, démagogie, national-populisme, populisme, etc. Tout cela, ce sont des catégories politiques importantes pour disqualifier le Front National, mais n'en faisons quand même pas nos délices de débats internes. Le cap, l'idée, tourne autour de néo-fascisme, néo parce que ce n'est pas, en tout cas pour l'instant - même s'il y a des éléments préoccupants dans l'idéologie et dans les modes d'organisation du Front National - la pratique actuelle. Néo-fascisme, on voit bien ce qu'on veut dire à travers cela, encore qu'il faut préciser aux jeunes générations ce qu'est ou ce qu'a été le fascisme, parce que naturellement cette expression risque d'avoir peu d'écho si on ne leur explique pas les processus qui ont conduit, dans les années 20 et dans les années 30, au fascisme et au nazisme.
Ensuite, le Front National en France, mais là très rapidement, vous me pardonnerez. L'analyse du phénomène du Front National figure ici et là, je n'ai pas souhaité faire (mais on la fera à l'automne) une analyse plus politologique, avec des analyses d'opinion, une analyse approfondie de l'électorat du Front National. Cela a déjà été fait, il faut reprendre tout cela.
Mais j'insiste quand même sur un point, parce qu'on a répété à satiété depuis une dizaine d'années que c'était un vote protestataire et, à cette tribune, depuis de longues années, je critiquais la manière de qualifier cet électorat à travers le mot de

“protestataire”. Je pense que c’est, pour l’essentiel (pas exclusivement, bien évidemment, pour l’essentiel), un vote identitaire, une manière de se sentir différent dans la société à travers un parti auquel on s’identifie, et un parti qui, nous le verrons, n’est pas comme les autres, je le décris assez longuement dans le rapport.
Le phénomène essentiel sur lequel s’appuie le Front National, c’est le terreau idéologique sur lequel il prospère, terreau idéologique qui a commencé à la fin des années 60 et tout au long des années 70, pour se développer ensuite.
Je cite un certain nombre d’éléments.
La demande de respect des valeurs traditionnelles. En écho à ce thème, il y a des pourcentages assez importants dans l’opinion.
Le sentiment de la décadence de notre pays. Mes chers camarades, le sentiment ou l’idée de décadence appartient fondamentalement, depuis d’ailleurs la Révolution Française, au courant de Droite extrémiste et traditionaliste et, aujourd’hui, cette idée d’une décadence du pays, depuis une vingtaine d’années, est très forte dans notre pays puisque entre 50 et 60% des Français, y compris de gauche, pensent qu’il y a une décadence.
Donc, tout notre travail, c’est de redonner du sens à la politique, de la puissance à la politique, de la visibilité à la politique de l'État afin de contrer cette idée, ce sentiment de décadence dans la société.
Je n’insisterai pas sur la crise du système représentatif, c’était l’objet principal de la seconde Convention.
Une demande de démocratie directe (mes chers camarades, soyons attentifs à ce fait, en tout cas en termes de perception par l’opinion), à cause des institutions, d’ailleurs de la Vème République, avec le Parlement un peu “mis au rancart” et un certain nombre d’institutions dans le pays qui sont dévalorisées, et comme c’est la thématique de l’extrême droite, c’est d’autant plus dangereux. Bref, il faut réhabiliter la démocratie représentative, notamment à travers la réévaluation du Parlement.
Mes chers camarades, il faut aussi réfléchir par rapport, notamment, aux idéologies des années 70, une certaine forme de permissivité, une certaine idéologie “soixante-huitarde”, comme on dit un peu rapidement, qui avait ses vertus à une certaine époque, quand il y avait le plein emploi, mais après les “30 glorieuses” il y a, si j’ose dire, un petit “relookage” des normes à faire, y compris dans l’école, y compris dans les médias, pour accomplir une certaine forme de civisme que la société demande, à gauche comme à droite. C’est à nous de placer le cap entre ces exigences et, disons, des courants idéologiques à tonalité libertaire, qui malheureusement, dans le contexte actuel de désocialisation des individus, dans le contexte actuel d’un chômage entre 3 et 5 millions de personnes, et plus avec le RMI, ne correspondent plus. Voilà aussi un thème.
La perception d’une forte corruption dans la société. Je n’insiste pas.

Fondation Jean Jaurès

La crise dans la justice, en tant qu'elle dit ou ne dit pas le juste. Non pas la crise de la justice en tant qu'appareil, en tant qu'institution, mais parce qu'elle ne dit pas le juste, et cela, les Français y sont très sensibles.
Un sentiment élevé d'absence de sûreté ou de sécurité dans le pays, je n'insiste pas.
Il faut réhabiliter l'idéologie de la prévention, l'idéologie de la réinsertion du délinquant, mais sachons, mes chers camarades, que le pays demande des sanctions assez rapides et assez fortes, y compris pour les petits délinquants. Donc, c'est à nous, là aussi, de placer le cap au bon endroit par rapport à ces demandes de la société.
Un niveau élevé de xénophobie. Mes chers camarades, je n'ai pas le temps de commenter le rapport de la Commission des Droits de l'Homme à partir du sondage. La presse s'en est fait quelque peu l'écho d'ailleurs, en sélectionnant d'une certaine manière un certain nombre d'éléments de ce rapport. Mais ce rapport est très préoccupant, comme il l'est d'ailleurs (il ne l'est pas forcément plus) depuis 1989, quand le Gouvernement de Michel Rocard a demandé qu'il y ait une enquête annuelle pour mesurer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme.
Simplement une indication par rapport à cette question dont le libellé est répétitif depuis 1989 (c'est l'institut CSA qui fait régulièrement cette enquête pour la Commission des Droits de l'Homme, donc un institut officiel) : Certaines personnes considèrent que les maghrébins ou les noirs sont "des races inférieures aux Européens". Selon vous, les gens qui pensent comme cela devraient-ils ou pas être autorisés à :
- écrire leur opinion dans les journaux ? 47% contre 48.
- l'enseigner dans les lycées et les collèges ? 25%, c'est déjà énorme.
- dire leur opinion dans les campagnes électorales ? Mes chers camarades, 53% ! La parole raciste est, aux yeux de l'opinion (ce n'est que l'opinion), légitime dans les campagnes électorales, c'est-à-dire au point ultime de la démocratie, où on débat projet contre projet, projet contre bilan. C'est-à-dire que quand la démocratie s'accomplit par l'acte fondamental, l'acte électoral, l'expression de la souveraineté du peuple, la parole raciste est légitime. C'est très préoccupant, je n'insiste pas.
Il y a, comme cela, 30 pages de ce rapport dont la tonalité dominante, même s'il y a (on peut s'en satisfaire, d'ailleurs), une demande, une volonté d'intégration d'un certain nombre de populations dans notre pays (et cela, c'est favorable), est assez préoccupante.
Une opinion partagée sur l'immigration, je n'y reviens pas.
La question plus importante, parce qu'elle est fondamentale dans l'approche idéologique et théorique du Front National, c'est cette question de la préférence nationale.
Drumont disait : "La France aux Français". Le Pen disait : "Les Français d'abord". Désormais, on a une formule un peu plus euphémisée, comme disent certains, un peu nuancée : la préférence nationale.

Cet aspect est redoutable, mes chers camarades. C'est tout le fil conducteur des 300 propositions du Front National que j'aborde brièvement dans le rapport et, sur cette question de la préférence nationale quant au travail, quant aux prestations sociales, il y a environ 30% des gens (cela dépend des études d'opinion mais les questions sont particulièrement bien posées) qui sont d'accord sur cette disposition idéologique, qui a naturellement des conséquences juridiques à travers la loi et qui est en rupture complète avec le Siècle des Lumières, avec la Révolution Française et avec tous les fondements, le socle républicain depuis deux siècles.
Quelques autres éléments, mes chers camarades, mais il faut que j'aille très vite car je vois que je ne suis pas dans mon "calendrier".
Un combat politique, mes chers camarades, et un combat moral et éthique. Il faut faire les deux, parce que la morale sans le discours économique de redistribution sociale ou de partage ne vaut rien et il est reçu par les couches populaires, notamment, comme étant une manière de faire la leçon aux autres. Non. Il faut à la fois un discours moral et éthique - je n'insiste pas, il y a des pages là-dessus - et un discours économique, des propositions concrètes.
Un combat politique. C'est là-dessus que, dans le rapport, j'insiste plus volontiers bien évidemment.
Par politique, nous entendons la question fondamentale de la réflexion du Parti Socialiste depuis quelques années, c'est-à-dire présenter à notre peuple des solutions alternatives par rapport au discours dominant dans notre pays ; c'est par cette manière de créer un espace autonome, alternatif, sur un certain nombre de grandes questions de société, que les Français pourront se reconnaître, s'identifier et, disons, refouler certaines tentations vers la droite ou vers l'extrême droite.
Par politique, nous entendons aussi un certain nombre de choses.
1°) dérespectabiliser Le Pen. Mers chers camarades, c'est un affront pour nous de voir Le Pen plastronner à la télévision, dans les réunions ou dans des débats. Mes chers camarades, cet homme n'est pas respectable, il faut le dérespectabiliser et, donc, lire de bons ouvrages que j'ai mis en bibliographie, notamment l'excellent livre de Bresson et de Lyonnet sur la biographie de Le Pen, qui est très intéressante et, mes chers camarades, édifiante.
2°) démystifier le programme. Vous verrez qu'il y a un certain nombre de pages dans le rapport sur une lecture du programme du Front National.
Oui, mes chers camarades, le Front National a un programme, je l'ai rencontré ! En 426 pages, il dit un certain nombre de choses. N'ayons plus cette attitude un peu condescendante de dire qu'il n'a pas de programme mais que, paradoxalement, ses idées seraient dangereuses si on l'appliquait, ou l'inverse. Je crois qu'il faut prendre le programme tel qu'il est et en faire une lecture critique, que j'ai commencé à faire et qui sera prolongée dans une brochure ultérieurement.
Mes chers camarades, c'est un élément de méthode important. Souvenons-nous, pour les plus anciens, ou les historiens (alors, bien sûr, les parallèles valent dans

Fondation Jean Jaurès

l’histoire, ou ils ne valent pas) de ce qui n’a pas été fait dans les années 20, ou insuffisamment fait au début des années 30. Je ne parle pas de la division politique à travers la position de la IIIème Internationale, je veux dire que les intellectuels et les partis politiques ont regardé Hitler avec condescendance. Mes chers camarades, ils ne lisaient pas ses textes, ils le ridiculisaient. Il est bon aujourd'hui de prendre le Front National au sérieux (entendez-moi bien, ce ne sont pas des gens sérieux, ce sont des gens dangereux), il faut le prendre au mot et, donc, critiquer à partir de ses mots, à partir de ses expressions.

3°) Enfin, plus fondamentalement, dans le débat politique, il s’agit de délégitimier un courant politique, l’extrême droite au cours de ce XXème siècle. Il va falloir faire le bilan historique de l’extrême droite, du fascisme et du nazisme. Vous me direz que cela a été fait, très bien, pour ceux qui ont plus de 40 ans, cela est fait dans nos têtes, mes chers camarades, mais pour les jeunes il est important de revenir sur cette question d’une relecture de notre XXème siècle, du bilan de l’extrême droite, du fascisme et du nazisme : c’est l’horreur, c’est constamment un certain nombre de choses, le refus de l’avenir, le refus du progrès, le refus des relations sociales et des libertés des travailleurs dans le champ politique et dans le champ social, c’est enfin au total, si j’ose dire, des dizaines de millions de morts.

C’est sur cette réalité historique de l’extrême droite, du fascisme et du nazisme au XXème siècle qu’on peut déligitimer un courant.

Tout ce que l’extrême droite, le traditionalisme a proposé depuis deux siècles, c’était contre les libertés ou contre la liberté, plus exactement, républicaine. Constamment, au moment où l’histoire s’ouvrait vers le progrès dans des rendez-vous historiques importants, jamais l’extrême droite n’était à ces rendez-vous du progrès. Jamais quand ils ont pu, ils n’ont voté les textes de progrès. Ils sont à contre-courant de l’histoire pour autant que cette dernière ait un sens. Il s’agit de le combattre sur tous ces éléments.

Je n’évoquerai pas le programme du Front National, j’en parle dans le rapport. Quelques éléments pour un combat efficace. Il y a trois éléments que je vais prendre, mais on pourrait en citer bien d’autres.

Il y a la question de l’unité. J’évoque le rôle que je souhaite plus visible du Comité de vigilance contre l’extrême droite, mais l’unité parce que si la gauche, si le mouvement ouvrier dans les années 1920 avait été uni - vous me direz que je refais l'histoire, mais elle n’était pas unie parce qu’il y avait la stratégie classe contre classe, mais il n’y avait pas que cela, il y avait la 3ème internationale, le virage de 1928 - il n’y aurait pas eu le désastre notamment en Allemagne que cela a causé, l’unité du mouvement social, du mouvement ouvrier en général, mais aussi au delà des partis politiques - je dis dans le rapport que les partis politiques n’ont pas le monopole du combat contre le Front National - les associations, toutes les forces spirituelles, les forces religieuses qui veulent se joindre à nous dans ce combat, ou nous avec eux, autour d’eux, sont naturellement les bienvenues.

La question de la clarté, mes chers camarades, il faut que nous soyons clairs dans le combat contre le Front National. Je ne reviens pas sur ce que Lionel a dit, c'est un élément important dans notre combat.
La clarté, c'est aussi la clarté par rapport à la question électorale.
La question des candidats uniques n'est pas une mince affaire. Avec Stéphane Le Foll, on conduit les négociations avec cinq forces politiques sur cet aspect des choses, avant d'en rendre compte au Bureau national. C'est une sacrée affaire !
D'une certaine manière, à la tribune de ce Conseil national, je voudrais dire que j'aimerais que vous nous souteniez dans cette affaire. Pour cette dizaine de circonscriptions que nous allons en commun, à travers une négociation, fixer, d'une certaine manière sélectionner d'abord, nous aurons besoin de votre soutien, de vos éclairages. Rien ne se fera sans l'avis des fédérations.
Mais j'aimerais que vous nous souteniez dans cette idée que ce n'est pas un rattrapage électoral par rapport à des forces politiques qui essaient d'avoir une candidature unique dans les circonscriptions là où elles n'ont pas pu obtenir une présence dans une compétition loyale à l'intérieur de la Gauche. Il y a une clarification politique à faire.
Il ne faut pas instrumentaliser pour soi ou pour des organisations, le combat contre le Front National. S'il est moral et éthique, c'est parce qu'il est fondé sur les valeurs et non pas sur le bénéfice secondaire que l'on peut avoir à travers ce combat, et en ce sens, c'est moral, en ce sens c'est éthique.
Par ailleurs, j'insiste sur un point : je pense que le vrai existe dans la société, je pense que le juste existe dans la société, je pense que le bien existe, trop souvent le mal d'ailleurs aussi, mais le bien existe. Ce sont des catégories d'entendement politique et il va falloir que nous réfléchissions à une politique de l'entendement comme lorsque les hussards noirs de la République voulaient républicaniser notre pays.
S'il n'y a pas de vrai, il n'y a pas de faux, et donc rien ne vaut, et c'est là que les démagogues peuvent avancer leurs idées. Si tout est pareil, si c'est le scepticisme généralisé, la parole du vrai n'est pas plus vraie que la parole du faux.
Voilà quelques éléments d'orientation.
J'en viens très rapidement à des propositions. Je formule une quinzaine de propositions. Je n'ai pas tout dit, vous verrez qu'il y a d'autres choses dans le rapport. Parmi ces quinze propositions, d'autres viendront s'ajouter. Jean-Christophe est intervenu au Bureau national. Je lui ai laissé le soin de les présenter au Conseil national. Naturellement, nous les intégrerons avec votre accord dans le rapport final.
Ces propositions sont de très inégale importance. Parfois elles peuvent prêter à sourire mais elles sont toutes, dans mon esprit en tout cas et celui du Bureau national, susceptibles de contribuer à ce combat efficace contre le Front National.

Fondation Jean Jaurès

Première proposition : cette question des transferts de la droite vers l'extrême droite pour montrer qu'il y a un continuum idéologique. Dans "extrême droite", il y a "extrême", mais il y a "droite". Il y a un continuum constant dans l'histoire de France, entre la Droite, la Droite extrême et l'extrême droite, à des moments historiques donnés, même si à la marge de la Droite, il y a des gens qui disent non, et ceux-là il faudra aussi savoir les écouter, peut-être si l'histoire devenait dangereuse, mais l'extrême droite et la Droite extrême, c'est un continuum idéologique.

Ce qui m'intéresserait - je m'adresse plus précisément aux premiers fédéraux présents ici - c'est que vous nous aidiez, chacun dans vos départements, à bâtir ces listes pour faire une étude nationale et régionale des transferts des cadres de l'UDF et du RPR vers le Front National.

Nous analysons trop peu souvent l'extrême droite en Europe. Mes chers camarades, ce n'est pas qu'un phénomène national, même si je n'interviens pas là-dessus, il y a quelques lignes.

Le phénomène a cette spécificité par sa durée, par son potentiel électoral et par son idéologie ouvertement raciste. On le savait déjà, mais là, si j'ose dire, le Pen l'a explicité. En liaison avec le secteur international, une commission va suivre l'évolution du phénomène extrême droite en Europe.

Troisième proposition : pour les nouvelles générations, notamment faire une petite brochure de 20 pages sur l'histoire des idées du courant traditionaliste d'extrême droite en France et en Europe.

Quatrième proposition : faire une brochure de 40 pages qui sera une critique du programme commun.... (Rires)... mais vous ne m'avez pas laissé terminer : commun à l'extrême droite.

Il faut attendre un peu le Congrès de Strasbourg. C'est passionnant d'étudier les évolutions idéologiques du Front National depuis 1972 : il change continûment. Il y a des socles qui, quand même, ne changent pas. Il y a, autour du socle idéologique, des variations, et notamment à travers sa séduction vers les couches populaires révélée notamment en 1995 mais déjà perçue en 1986 et 1988. Il va falloir faire une lecture précise, notamment sur les aspects économiques et sociaux de tout cela.

Cinquième proposition, je n'ai pas le temps d'en parler, mais c'est longuement motivé dans le rapport : quelle nation dans quelle Europe ?

Il s'agit de rendre visible la France. Cela existe encore la France. Ce n'est pas une catégorie mentale, cela existe, c'est un pays. Il y a 59 millions d'habitants dans ce pays. Il y a une histoire, il y a une culture, et nous ne sommes pas ici et maintenant en 1997 dans le post-national.

Nous sommes encore dans un pays qui s'appelle la France et un pays qui va vers l'Europe. Mais si l'on oublie de parler de notre pays, on ne risque pas d'être persuasif dans notre combat, notamment contre le Front national, mais pas uniquement.

Fondation Jean Jaurès

Il faut bien montrer que la nation n'est pas un roc indestructible, comme le dis Régis Debré, mais dans le devenir. Il n'y a pas toujours eu des nations dans l'histoire, c'est une formation économique et sociale idéologique. C'est une construction de l'histoire. Notre génération, après quelques autres générations, doit construire l'Europe. La France et la nation Française, cela existe encore. Je pense que c'est une arme contre le nationalisme dont François Mitterrand disait, dans ses dernières interventions à Strasbourg, et à mon avis le message était fort et clair : le nationalisme, c'est la guerre.

C'est la guerre à l'intérieur contre ceux qu'il n'aime pas ; c'est la guerre à l'extérieur car le nationalisme, dans son essence, est la conquête territoriale et e fait de vouloir imposer ses idées vers l'extérieur.

Sixième proposition : définir un projet culturel par le secrétariat à la culture. L'insistance du Front National sur les questions culturelles à travers Châteauvallon, etc. ne sont que des petits aspects. La partie immergée de l'iceberg : il y a un projet culturel très profond, et j'aimerais que nous opposions au projet culturel du Front National et aussi à la Droite d'ailleurs, un projet culturel progressiste dans notre pays.

Septième proposition : elle est un peu iconoclaste, j'en conviens, dans nos discours à gauche et au PS. Je la pose quand même : quelles normes pour quelle société ?

Mes chers camarades, nous sommes dans une société pour partie en désocialisation et il faut débattre collectivement avec les associations de cette question et de la question, en d'autres termes, d'un civisme dans la société.

Huitième proposition : la question du racisme. Cette question n'a jamais été abordée dans aucun parti politique quand nous passons à la télévision. On est contre, on lutte contre le racisme, d'accord, c'est bien, mais c'est quoi le racisme ? Comme cela naît ? Comment cela se développe ? Comment le combat-on efficacement ?

Neuvième proposition : créer une commission nationale d'une soixantaine de membres. On m'a dit que c'était trop. J'ai dit que connaissant bien notre parti, il y en aura 30 qui viendront. C'est une commission virtuellement de 30 avec 60 membres.

Ce ne sera pas que des membres de direction du Parti. Je souhaite qu'il y ait des premiers fédéraux, des élus, et des élus minoritaires dans les quatre villes du Front National.

Avec Jean-Pierre Bel et un certain nombre de camarades de la Direction, nous sollicitons votre appartenance à cette commission. Si elle doit avoir 100 membres, elle en aura 100. Plus on est nombreux à réfléchir et à débattre, meilleure est la discussion.

Et puis il y a le projet de faire des tracts. Le rapporteur s'engage à ce que, tous les mois, il y ait deux tracts qui soient proposés aux fédérations pour diffusion dans les sections.

Dixième proposition : vous avez vu et entendu que je n'ai pas abordé la question de l'interdiction, je l'ai abordé dans la phase précédente du rapport, le Bureau national, je ne sais pas si je dois dire "dans sa sagesse" m'a demandé de retirer cette partie du rapport.
En revanche, en entendant le débat soit à travers les médias, soit à travers l'expression d'un certain nombre de camarades depuis quelques mois sur le sujet, en sachant qu'il sont une posture politique à vrai dire parfaitement légitime au demeurant sur cette question, mais que dans leur discours, eux-mêmes le disent, il y a une approximation autour des questions juridiques, il y a une volonté de changer la constitution, etc. Tout cela mérite qu'il y ait une commission de travail qui réfléchisse sur la législation française et allemande.
J'ai étudié la loi de janvier 1936 avant que le Front Populaire n'arrive au pouvoir, et la loi de 1972.
J'ai commencé à réfléchir à la question. Je ne m'étends pas.
Onzième proposition : un rôle plus actif du comité de vigilance. Avec Jean-Christophe Cambadélis, chaque 15 jours, on se réunit avec une quarantaine de partis politiques et associations. Il y a un bilan à tirer des orientations. L'idée principale est que par delà l'expression propre de chacun des partis politiques, il y ait une volonté par le consensus pour mener le combat contre le Front National.
Douzième proposition : un PS actif dans les manifestations citoyennes. Pour moi la manifestation citoyenne - je n'en parle pas maintenant - c'est une manifestation digne comme celle de Grenoble. J'ai fait un déplacement dans l'Isère il y a quinze jours, la manière avec laquelle ils ont lancé ce processus et géré cela m'a beaucoup impressionné.
Treizième proposition : pour des candidatures uniques contre le Front National. Je n'en parle pas, cela a déjà été acte lors du bureau national au mois de décembre.
Quatorzième proposition : pour une attitude républicaine au second tour. Je pense qu'il y a une unanimité autour de cette question. Vous verrez dans le texte qu'il y a aussi un certain nombre de conditions.
Enfin, si j'ose dire, pour rassembler le tout, un projet pour le PS. Je pense que Lionel l'a repris. Je ne commente pas cela, mais on ne peut pas se contenter, bien que ce soit déjà capital, de présenter des mesures concrètes pour l'emploi, l'emploi des jeunes, l'augmentation des salaires. Tout cela est bien. Ce sont les réponses économiques indispensables au Front National.
Je crois qu'il faut, pour donner du sens à la politique qui en manque, que le PS, dans un délai raisonnable, ait un Projet avec un "P" majuscule.
En conclusion, il faut aussi, à travers notre combat, à travers notre action, reconquérir la gauche populaire mais avec les valeurs de la république.
Lionel a fait justice d'un certain nombre de faux-procès entre les positions morales, les positions opportunistes ou positions réalistes sur telle ou telle question de société. Mes chers camarades, quand certains préconisent la reconquête des

couches populaires, ils ne sont d'ailleurs pas tous de gauche, la reconquête des couches populaires c'est sur les valeurs de la République, et il faudra que nous réfléchissions plus encore sur ces valeurs de la République.
Mes chers camarades, voilà les éléments essentiels du rapport, je n'ai pas tout dit, le combat s'accélère et notre objectif de faire reculer le Front National est à l'ordre du jour.
(Applaudissements)

La présidente - Nous allons ouvrir le débat général, je vous signale que j'ai déjà une douzaine d'inscrits, j'invite ceux qui veulent encore s'inscrire de s'approcher de la tribune.
Nous commençons avec Laurence Rossignol.

Laurence Rossignol

Chers camarades, peut être pour illustrer un peu ce qui va être mon propos, je voudrais attirer votre attention `sur un sondage sorti cette semaine dans l'Evènement du Jeudi qui indiquait que près de un électeur Socialiste sur quatre n'était pas convaincu ou ne voulait pas que la Gauche gagne les élections en 1998.
Moi, cela m'a laissée un peu pantoise comme sondage, d'abord parce qu'il y avait plus d'électeurs communistes qui voulaient qu'on gagne, déjà un peu étonnant, et puis on se dit : cela n'arrive qu'à nous. Il n'y a qu'à nous que cela arrive des trucs pareils, vous imaginez un match PSG contre X. où les supporters resteraient les bras croisés...

Dans la salle - Cela arrive ! (Rires)

Laurence Rossignol - Au PSG non plus, ils ne veulent pas qu'on bouge ?
(Rires)
Je recommence, on repart à zéro, on va prendre Auxerre, mais c'est une leçon, plus jamais je ne prendrai de métaphores football, je choisirai autre chose, je ne ferai plus de métaphores sportives !
(Rires)
On en apprend dans les conseils nationaux du Parti !
Ce n'est quand même qu'à nous qu'arrivent des choses pareilles, avec un quart des gens qui ne savent pas ou ne veulent pas qu'on gagne et moi cela a un peu attiré mon attention, car cela ne m'a pas paru déconnecté de ce que je connais quand je travaille avec des électeurs, qui disent : mais est ce que si on gagne, en fait, on ne fera pas tomber le dernier rempart contre le Front National ? En gros, si on échoue en 1998, après nous, il y a quoi ?
Et il y a des camarades parmi nous qui ne sont pas surs qu'on va pouvoir en 1998 mettre en place le programme et la dynamique qui vont permettre de faire reculer le

Fondation Jean-Jaurès

Front National. Or, cela me paraît un élément important, dans la mesure ou dans une période où, apparaît-il, nous sommes un peu en état de disgrâce avec l'opinion, oublions l'opinion pendant un moment, revenons aux choses simples, aux bonnes vieilles méthodes qui ont fait leurs preuves, rassemblons les nôtres on s'occupera de l'opinion plus tard, retrouvons les 47,5% de français qui ont voté Lionel Jospin au deuxième tour, entraînons les autres dans une dynamique de victoire, dans l'idée que la gauche peut gouverner, répondre aux questions de la société française et faire reculer le Front National.

Pour cela, il faut peut-être traiter un peu plus longtemps la question des alliances. Le système d'alliance qu'on a mis en place sur le papier est assez intéressant, mais la déclinaison qu'on en vit dans la modification du paysage politique de gauche et dans le paysage local me laisse un peu perplexe.

Qu'est-ce qu'on constate ?

D'abord, le PC et le MDC tentent de faire une série d'accords locaux non négligeables, non négligeables en particulier en perspective des élections régionales. En même temps les Verts expliquent, quand on va les voir, à qui veut l'entendre, "Oui, on a un accord avec vous qui est très bien, mais nous, dans notre organisation au plan local on ne sait pas comment cela va que passer, il y a des gens qui disent qu'ils votent d'une façon et peut-être qu'ils voteront autre chose".

En Picardie, aujourd'hui, dans un département, le PC discute fortement avec le MDC et en même temps, le MDC discute avec les Verts, et je vois se mettre en, place une recomposition du paysage de gauche qui tendrait à faire un pôle de radicalité, ce fameux pôle autour du MDC, du PC et des "Verts locaux" et nous repousserait à l'autre bout du spectre de la gauche, dans la gauche timorée.

Ce pôle-là, ce pôle de radicalité, si nous laissons croire qu'il peut se mettre en place, qu'il a une justification politique, parce qu'à côté du Parti Socialiste se mettrait en place un pôle plus à gauche que nous, nous courons pour le premier tour des élections des risques importants, une dispersion des voix de gauche, qui feront que nous ne serons pas sûrs d'être dans les seconds tours devant le Front National et que nous aurons une difficulté de rassemblement au second tour, quand nous y serons.

Je pense pour ma part que cette question est à lier à celle de notre alliance avec le PC. Il faut qu'on prenne par les cornes le taureau du PC, que nous disions être prêts à mettre en place un contrat d'orientation de gouvernement, un programme, appelons-le comme on veut, peu importe, que nous sommes prêts à gouverner ensemble pour changer la société française et c'est dans cette dynamique d'union avec le PC que nous empêcherons que se mette en place le pôle de radicalité qui peut être assassin dans les législatives de 1998.

Comment doit se mettre en place ce contrat et sur quoi ?

Nous avons, à mon sens, une modification de la perception de la question européenne qu'il nous faut prendre en compte aujourd'hui. Ce qui s'est passé avec

Fondation Jean-Jaurès

Renault-Vilvorde et la manifestation européenne change le débat entre Maastrichiens et anti-Maastrichiens et pose autrement, pour la première fois pour nous, la question de l'Europe sociale.

Soyons clairs, la décision de licencier de Renault en Belgique, ce n'est pas l'Europe ; c'est une décision prise de manière unilatérale par la direction de l'entreprise à l'extérieur du territoire français, mais ce n'est pas l'Europe en tant que telle, ses règlements, sa perspective, qui sont la cause. Ce qui est en cause, c'est l'accélération des licenciements, l'accumulation des mesures contre les salariés, la mondialisation du capitalisme, mais pas l'Europe et, pour la première fois, nous avons vu les salariés, le mouvement social et les gauches européennes se lever non pas pour dénoncer et refuser l'Europe, mais pour demander de l'Europe. C'est la première fois où nous sommes dans une situation où nous pouvons nous appuyer sur la base d'un mouvement social européen pour dire : nous voulons plus d'Europe, et d'Europe sociale, contre l'Europe libérale. C'est à nous de le faire et c'est comme cela qu'on pourra combattre au mieux le PC et le MDC sur la question de la monnaie unique.

Nous pouvons dire que l'Europe que nous voulons a quatre conditions, celles qui permettent le passage à l'Europe sociale, et je suis un peu désemparé parce qu'à la fois dans le Parti, dans les bureaux nationaux, dans les Conseils nationaux, nous sommes très clairs, les uns et les autres, sur nos conditions, nous sommes très clairs sur le fait que ce sont des conditions suspensives, et puis on a l'impression que, dès qu'on passe les portes des réunions internes au Parti, on est beaucoup moins ferme sur la question de l'Europe sur la réalisation de ces conditions et sur l'obstacle qu'elles peuvent, à un moment donné, constituer au passage à la monnaie unique si elles ne sont pas remplies.

Il faut parler plus fort, plus haut sur la question européenne, et plus fort sur l'Europe sociale, sur la notion en particulier de l'entrée dans l'Europe, de la place que doivent avoir dans l'Europe monétaire l'Italie, l'Espagne. Ce que nous devons défendre contre l'Europe franco-allemande, c'est une Europe à façade méditerranéenne.

C'est ainsi que nous pourrons non pas porter une position qui serait celle des socialistes français avec l'interrogation de nous demander comment elle serait reprise par nos partenaires, les Gauches européennes, mais une position qui serait celle du mouvement salarial européen, du mouvement social européen, qui peut devenir la position de toute la Gauche européenne.

Nous avons là une opportunité de faire avancer l'Europe sociale dans l'esprit commun de la gauche européenne qui est particulièrement nouvelle et doit nous permettre d'avancer autour de nos quatre conditions et de débattre avec nos partenaires de Gauche, en France, en esquivant, en fermant la page du clivage Maastrichiens/anti-Maastrichiens.

Enfin, dernière question à propos... (Mouvements)... Alors, je conclus, je laisse le Front National au suivant.

La présidente - On va reprendre notre méthode, entre trois et cinq minutes. Tu as été une exception...

Laurence Rossignol - Je suis une exception !

La présidente - La parole est à François Rebsamen.

François Rebsamen

C'est sur moi que s'abat le couperet, ce qui fait que je ne vous parlerai ni du Front National, ni du problème des alliances. C'est bien dommage, car je pensais pouvoir m'inscrire dans la réflexion que Laurence venait d'ouvrir.
Mais je voudrais vous parler plutôt de quelques ressentiments et sentiments que j'ai sur la situation politique et sur notre propre fonctionnement aujourd'hui.
Je pense, Lionel l'a dit ce matin, qu'il y a encore de nombreux progrès qui sont à faire et je voudrais dire un peu lesquels et ce que je ressens.
D'abord, il y a aujourd'hui un combat politique, je vais aller vite sur cela car Lionel l'a bien développé ce matin, qui fait qu'on a, face à nous, une Droite qui est prête à tout, bien évidemment, pour garder le pouvoir : elle a la main-mise sur l'économie, les privatisations, elle a la main-mise sur l'audiovisuel, les médias, avec la mise au pas de tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'esprit critique, elle a fait main basse sur l'Administration, sur la Justice, en particulier avec des nominations de complaisance, la relance de certaines affaires nous concernant et l'étouffement de celles qui la concernent, elle a fait des compromissions idéologiques avec l'extrême droite et utilise de manière récurrente un certain nombre de thèmes destinés à nous mettre en porte à faux avec l'électorat.
Bref, cette Droite-là avance, mais je pense qu'il y a une caractéristique à laquelle on devrait réfléchir, c'est qu'elle avance dans toute sa diversité, elle fait feu de tout bois. Il y a, d'un côté, les ultra-conservateurs, de l'autre côté ceux qui se définissent comme les gens dits centristes, il y a au milieu les nationalistes, les pro-européens, les anti-européens, bref dans toute sa diversité la droite fait feu de tout bois et c'est cela la réalité politique.
Face à cela, est-ce que nous faisons front dans notre diversité, avec toute la vigueur nécessaire ?
Je vais vous dire ce que je ressens : je pense que non.
Je pense que non car je pense que nous ne sommes pas encore tous persuadés collectivement que le fait d'être dans l'opposition oblige d'abord à s'opposer. Il est vrai que les uns et les autres, dans des situations locales, nous pouvons agir, il est vrai que chacun peut expérimenter son petit Socialisme dans son coin : les uns

Collection Jean Jaurès

prennent des arrêtés anti-mendicité, les autres pas, les uns font signer des certificats d'hébergement, les autres pas, bref nous n'avons pas encore su recréer, me semble-t-il, au niveau de nos élus, ce sentiment d'appartenance à une même communauté de destin qui ferait que l'on serait éventuellement prêt à perdre une situation locale pour l'emporter au niveau national.
Je crois que cela est un des effets de la décentralisation que nous n'avons pas mesuré, que nous expérimentons vraiment pour la première fois dans l'opposition.
Ces effets pervers, je pense qu'il faut mieux les analyser pour les combattre. Nous opposer vraiment nécessite d'autant plus une même ambition collective aujourd'hui qu'il faut que nous ayons un programme débattu, accepté. Cela a été fait. Intégré et connu de tous, est-ce vraiment le cas aujourd'hui ?
Notre responsabilité est engagée, je le dis, sur le fait peut-être que les élus ne se sentent pas tous dans la même action collective et cela est d'autant plus vrai pour nos militants.
Certes, nous n'avons pas été capables, je le pense, de les associer suffisamment en amont dans les débats pour qu'ils y participent, qu'ils préemptent le débat, qu'ils soient avec nous dans les propositions, peut-être, on le sait, par crainte de débordements, de retours de vieux affrontements. Peu importe, ce n'est pas là l'objet de ma réflexion. Cela, c'était en amont.
Mais aujourd'hui, en aval, je pense qu'on ne les associe pas non plus suffisamment et la question que nous devons nous poser, c'est : comment leur donner à eux aussi le sentiment d'appartenir à notre communauté socialiste et d'y jouer un rôle important, alors qu'ils se sentent, je le crois, un peu tenus à l'écart de ce qui se passe par rapport au siège central ? Il faut qu'il y ait un permanent et nécessaire aller et retour entre cette base de militants et nos responsables.
A cet égard, je voudrais dire que je pense que c'est vraiment le minimum de la communication interne que de prévenir individuellement et collectivement nos militants de la tenue de la conférence de presse par le Premier Secrétaire.
Mais c'est l'ABC de la communication interne et du combat politique que de leur adresser immédiatement après cette conférence de presse un résumé sous forme d'un 4 pages les propositions que le Premier Secrétaire a présentées, qu'il soit présent sur les marchés, sur les lieux publics pour populariser et présenter les propositions.
Est-ce que cela a été fait ? Je le regrette mais non, nous avons à faire un effort de communication interne, et aussi un effort de communication externe. Faute de tout cela, faute de ce minimum....

Lionel Jospin - Un million d'exemplaires !

François Rebsamen - Lionel, je pense...

Lionel Jospin - Ce sont les propositions du Parti !

François Rebsamen - Il n'est pas arrivé au moment où il le fallait dans les fédérations, c'est bien que cela ait été fait, mais je pense qu'il aurait fallu - je le dis comme je le ressens - qu'il y ait, en liaison avec les militants et les fédérations, un mouvement, un quatre-pages qui sorte immédiatement, reprenant expressément la conférence de presse.

Lionel Jospin - Puisqu'il y a un débat sur ce point très précisément, pour qu'il n'y ait pas d'obscurité entre le centre et la périphérie, le centre ne peut être que le centre, il ne peut pas être sollicité à la périphérie.
Un quatre-pages prêt à 8 millions d'exemplaires est dans les fédérations depuis maintenant quinze jours ! Tu ne peux pas demander à....

François Rebsamen - Je ne l'ai pas reçu dans ma fédération !

Lionel Jospin - Tu plaisantes ! Tu as un problème avec ton centre fédéral ! On est un parti et un parti organisé. Cela fait 8 millions d'exemplaires disponibles dans les fédérations depuis quinze jours, peut-être que dans certaines ils y sont depuis dix, ou huit jours, mais vous ne pouvez pas demander à la Direction du Parti qui n'en a pas les moyens financiers notamment de ressortir un quatre-pages après une conférence de presse du Premier Secrétaire qui fait son travail de Premier Secrétaire en faisant cette conférence de presse, laquelle ne fait que s'inscrire dans le programme du Parti tel qu'il a été élaboré à la convention, lequel programme du Parti se retrouve dans le "4 pages".
Par contre, la conférence de presse du Premier Secrétaire doit servir à de bons Premiers Secrétaires fédéraux pour dire que c'est le moment de relancer les quatre-pages sur les marchés et sur le terrain.
C'est de la démonstration.

François Rebsamen - Je comprends ce que tu dis, je pense qu'il y a une coordination à améliorer entre l'intervention nécessaire du Premier Secrétaire et la diffusion.

Lionel Jospin - C'est cela le problème, c'est : "bougeons nos fédérations" !

François Rebsamen - Poursuivons la rénovation.
Vous savez, ce que je dis là est ressenti dans les fédérations, faute de ce minimum d'aller et retour nécessaire entre le sommet et la base, eh bien le sentiment d'appartenance dans le parti, à une communauté de terrain, reste basé sur deux choses uniquement pour les militants, il reste basé premièrement sur le lien avec l'élu local, sur le lien... si cela ne vous dérange pas....

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La présidente - C’est extraordinaire ! Un peu de calme.

François Rebsamen - Merci.
Je disais que le sentiment d’appartenance des militants aujourd’hui reste basé sur deux éléments, le lien avec leur élu local, et on a vu combien c’était important, je le redis, la somme de l’action des élus locaux ne fait pas forcément une action collective et la somme des intérêts particuliers des élus Socialistes ne fait pas forcément aujourd’hui l’intérêt général du Parti Socialiste. Reste comme seul sentiment d’appartenance à un communauté de Socialistes le Premier Secrétaire, celui qu’ils ont choisi, pour lequel ils ont voté, qui symbolise à lui seul tout le parti, c’est cela le sentiment d’appartenance aujourd’hui, mais alors c’était cela ma démonstration il suffit que le Premier Secrétaire soit attaqué, ce qui ne manque pas et ne manquera pas d’arriver, et que son étoile pâlisse quelque peu dans les sondages, que la lumière s’estompe et pour le moment, dans le Parti Socialiste c’est tout l’élan qui est coupé.
La stratégie d’une seule tête n’est pas sans écueil. Elle menace à mon avis le Premier Secrétaire et le Parti Socialiste. Nous sommes en train de le découvrir.
Ne faudrait-il pas envisager dans le respect des propositions votées - j’y reviendrai - et avec loyauté avec le Premier Secrétaire d’utiliser nous aussi dans le combat politique d’opposition, comme le fait la Droite, toute la richesse de notre diversité ?
Ne devrions-nous pas adapter notre stratégie d’opposition à la nouvelle donne politique que la Droite nous propose ?
Je vous propose de réfléchir à cette question.
Enfin, je voudrais dire combien c’est aussi un sentiment qui peut nous porter préjudice à contrario, le fait de ne pas porter d’une même voix nos propositions. La nécessaire synthèse a été largement ratifiée par les militants, elle a peut-être frustré certains d’entre nous, mais maintenant que le vote a eu lieu, toute expression divergente sur notre programme exprimée publiquement porte atteinte fondamentalement à notre crédibilité, car les Français attendent avant tout des responsables du Parti Socialiste et de la Gauche de la conviction, de la sincérité !
(Applaudissements).
Comment voulez-vous être porteurs de conviction et de sincérité, quand vous critiquez ce que vous venez de voter ? Je vous pose la question. Les Français le savent.
Il faut se dire franchement et clairement les choses. On a un programme. Il a été adopté, il doit être porté par tous, par tous les militants et par tous les élus. Et je conclurai là-dessus, je vois que le temps s’écoule, il est nécessaire de revenir au pouvoir, mais je crois qu’il faut rappeler encore une fois la finalité de notre action. Peut-être nous manque-t-il encore un discours global sur la société que nous voulons construire. L’essentiel de nos moyens d’action, demain si nous sommes au

pouvoir, dépendra beaucoup plus sûrement, ainsi que tu l'as dit tout à l'heure, de notre capacité à mobiliser les Français sur un projet de société que de notre seule action sur les paramètres économiques.
Mais pour cela, c'est dès aujourd'hui mes camarades qu'il faut convaincre les Français, que nous n'acceptons pas la société telle qu'elle est, avec ses misères et ses injustices. Et je pense qu'il n'est pas trop tard pour que nous nous y mettions tous ensemble aujourd'hui. Il reste un an.
Merci.
(Applaudissements).

La présidente - Laurence Dumont et Jean-Pierre Bel se prépare.

Laurence Dumont

Mes chers camarades, Gérard a longuement prêché, j'ai envie de dire, pour la lutte contre le Front National et utilement, mais je voudrais revenir sur le fait que la lutte contre l'extrême droite passe aussi par une dénonciation des agissements de la Droite. Lionel en a longuement parlé tout à l'heure.
Je vais aller vite. Il est vraiment utile, en particulier vis-à-vis de nos militants, de tenir un inventaire des déclarations ou des gestes limites ou même qui ne sont plus limites, qui ont passé la ligne jaune de la Droite et de les décrypter pour l'opinion publique.
Effectivement François Léotard n'a pas été le premier à déraper, je pense que s'il s'agissait d'un dérapage, il était probablement volontaire, ce n'était certainement pas une gaffe, comme disait Méhaignerie, qui a parlé d'erreur de formulation, à l'encontre de Méhaignerie ce n'est pas un problème de formulation, ce n'est pas la forme qui est en question dans ce qu'a dit Léotard.
Je démarrerai par Chirac, je voudrais vous rappeler qu'il y a quelques années encore on lui avait demandé débaptiser une rue à Paris, la rue Alexis Carrel, pour ceux qui ne se souviendraient pas, il a eu un Prix Nobel de médecine, a été un des premiers théoriciens de l'eugénisme, le premier promoteur en France de l'utilisation des chambres à gaz. Il a une rue dans Paris et quand Chirac avait été saisi comme maire pour la débaptiser, il n'avait argué que du fait qu'il fallait replacer Carrel dans son contexte. Il n'avait pas bougé.
Inversement d'autres villes, comme Strasbourg, comme Sarcelles, etc., ont déjà débaptisé. Il est bon de le rappeler.
Si je prends par ailleurs les déclarations de Stéfanini dans "Le Monde" l'autre jour, qui tentait de corriger ce qu'avait dit François Léotard, il a parlé des deux adversaires. Il faut aussi rappeler, haut et fort, que le Front National n'est pas notre adversaire, c'est nos ennemis, il mine la République, qu'il ne faut pas tout confondre.

Fondation Jean-Jaurès

Je prendrai un dernier exemple encore différent qui est celui du CSA. Hervé Bourges a déclaré qu'il était en train de réfléchir à un moyen d'assurer une présence médiatique plus importante pour le Front National dans la règle des trois tiers, qui gère les temps d'antenne, et ceci a-t-il dit par souci d'objectivité. Quand j'ai vu cela, j'ai pensé à une phrase de Godard qui disait : "objectivité, cinq minutes pour Hitler, et cinq minutes pour les Juifs". Il est temps d'acter toutes ces choses là.
La liste est longue, elle est déjà trop longue de tous ces maux et ces gestes qui entretiennent ce racisme là qu'a relevés la commission nationale consultative des droits de l'homme et qu'il est temps pour nous, nous Parti Socialiste, de regrouper les citoyens et ils sont nombreux, surtout parmi les jeunes. Ce sont sûrement eux qui sont les moins perméables à ces idées, qui sont préoccupés par cette résurgence des idées xénophobes et racistes.
Il est toujours nécessaire de rappeler qu'elles ont compté ces idées, parmi les causes principales, des conflits qui ont ensanglanté l'Europe. Il est toujours nécessaire de le préserver ce devoir de mémoire, il est utile et au-delà s'impose un devoir de résistance.
L'expression n'est pas déplacée, ni excessive, il est temps pour nous d'entrer en résistance. Cela peut paraître plus facile de le dire aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, et moins risqué, mais je pense que c'est utile.
Il ne faudrait pas que nous nous reprochions un jour de ne pas avoir fait le nécessaire. Cela veut dire plus d'indulgence avec les électeurs du Front National, assez de toutes ces petites démissions au jour le jour, il faut se battre contre le Front National, son programme. Comme Gérard l'a longuement développe tout à l'heure, il faut mettre en cause ces électeurs, mais s'adresser aussi à eux et à l'ensemble des Français.
Lionel nous disait : il faut répondre à l'attente du pays. C'est toute l'élaboration de notre programme qui est en cours bien sûr mais quelle était cette attente du pays ? Pour la définir, j'essaye de regarder un petit peu en arrière, le bilan de 1993. Je crois, et je sais que ce n'est pas partagé par tout le monde, cette analyse, que si on a perdu en 1993, on n'a même pas perdu, on s'est fait renvoyer chez nous, de manière aussi violente, ce n'est pas parce qu'on était trop à gauche, cela se saurait ! C'est parce que les électeurs ne nous ont pas trouvés là où ils nous attendaient, c'est-à-dire dans la défense des plus faibles, et des plus démunis, et la promotion de nouvelles avancées sociales pour tous.
(Applaudissements)
Cela ne peut pas coexister de façon paisible, j'ai envie de dire avec le libéralisme sauvage dont on parle tout le temps, ou l'ultra-libéralisme, je ne comprends jamais ces formules. Il y a le libéralisme sauvage, cela pré-supposerait qu'il y ait un libéralisme civilisé par ailleurs !

Fondation Jean Jaurès

Tout cela ne peut pas coexister de façon paisible, avec ce libéralisme, c'est lui qui est en jeu, c'est donc lui qu'il faut mettre en cause, c'est lui qu'il faut remettre en question et non pas ses seuls effets.
Pour conclure, j'ai juste une phrase de René Char qui disait "celui qui vient au monde pour ne rien troubler, ne mérite ni égard, ni patience", puisqu'on est entre nous, je vais vous dire que je nous sens visés par cette maxime aujourd'hui et je crois vraiment que le monde gagnerait à ce que les socialistes troublent un peu plus l'ordre soit-disant naturel des choses et ses injustices . C'est ce à quoi je nous invite tous collectivement !
(Applaudissements).

La présidente - Jean-Pierre Bel...

Jean-Pierre Bel

Je vais essayer aussi d'aller vite, nous sommes à quelques mois d'échéances décisives, d'un combat politique majeur pour l'avenir de nos idées, et nous nous consacrons - c'est bien normal - à l'élaboration de propositions dans tous les domaines, en exerçant notre devoir d'opposition, tout en faisant de la lutte contre le Front National une condition préalable et prioritaire à notre engagement.
La période récente a montré que ce n'était pas toujours facile alors je ne crois pas être en dehors du sujet de ce matin si je pose la question de l'état de notre organisation, son adéquation aux nouvelles formes de militantisme, notamment dans la lutte contre le Front National, notre capacité à faire vivre le débat, la réflexion, la démocratie, bref si je pose le problème plus général de la rénovation au sein du Parti Socialiste, la rénovation des comportements et des pratiques au sein de nos fédérations, de la plus petite à la plus grande.
Mais avant, il me paraît essentiel de situer le cadre. Si nous nous posons ces questions, c'est bien pour deux raisons essentielles : la première c'est, même si nous voulons un parti plus représentatif, un parti plus conforme à la tradition Socialiste, Social-Démocrate, même si nos effectifs ne sont pas au niveau de ce qu'ils devraient être, assez éloignés du grand parti de masse auxquels nous ne cessions de rêver, nous sommes tout de même le premier parti de France au plan électoral, un parti qui se stabilise autour de 110 000 adhérents, qui par conséquent se doit de répondre à des exigences d'organisation, de définition des règles du jeu, qui se doit de codifier la vie en commun avec infiniment plus de précautions, d'attention, que beaucoup d'autres dont l'effectif militant est faible, pour lesquels la part d'improvisation est beaucoup plus grande, ou même par rapport à ceux qui s'apparentent plus à une amicale qu'à un véritable parti politique.
Nous sommes un Parti qui a vocation à gouverner. Un Parti qui exerce des responsabilités à des niveaux multiples sur l'échelon territorial. Cela ouvre, certes,

Convention Jean-Jaurès

beaucoup d'espace et cela comporte aussi des devoirs de bon respect de la règle commune, une exigence de démocratie et de transparence.
La deuxième raison qui nous amène à poser cette question centrale de la rénovation, c'est aussi la volonté politique affichée de faire vivre la démocratie directe, de saisir le militant à tout moment de toutes les questions qui concernent les choix politiques de fond, ou même les choix des femmes et des hommes, appelés à défendre, à porter nos orientations.
De toute évidence, vous n'entendez pas parler de contentieux sur l'organisation d'un vote ou d'une désignation dans les Paris, et ils sont nombreux à Droite, où les candidats sont nommés à Paris, où les positions officielles sur l'ensemble des sujets sont unilatéralement définies par le leader ou par le groupe dirigeant.
Si nous sommes amenés parfois à sanctionner des manquements à la démocratie, c'est bien parce que nous nous sommes fixés, comme valeur de référence, le respect de la démocratie.
Aujourd'hui, au Parti Socialiste, ce sont les militants, effectivement présents, qui déposent un bulletin de vote et les candidats sont désignés par l'ensemble des militants, dans un vote à bulletin secret.
Les réformes de nos règles internes ont été adoptées par eux dans le cadre d'une consultation nationale. Notre ligne politique a été fixée toujours par eux, sanctionnée par un vote. L'ensemble des adhérents est lié au suffrage universel. Leurs dirigeants, au plan de la section de la fédération, le Premier Secrétaire National, et même si c'est insuffisant François, nous sommes prêts à affronter la comparaison avec tous les autres. Nous invitons les observateurs à le faire.
J'en prends le pari : nous n'aurons pas à rougir de ce constat qui est quand même essentiel quand on veut rendre compte de la réalité compris dans son ensemble, d'un parti politique.
Alors, c'est bien vrai, il y a des dysfonctionnements. Il y a des trains qui n'arrivent pas à l'heure, il y a des comportements qui ne sont plus tolérables aujourd'hui et qui doivent être bannis.
Il est vrai, chers camarades, que la rénovation des pratiques et des esprits n'a pas pénétré de façon égale dans toutes les têtes, dans toutes les sections, dans toutes les fédérations.
Nous avons encore beaucoup de progrès à réaliser. La période que nous venons de vivre, dans nos désignations internes, nous a permis de le vérifier.
Trop souvent encore, soit à cause d'une certaine faiblesse militants, d'un défaut de renouvellement, soit encore à cause d'une culture politique ancienne, de pesanteur lourde et profonde, le choix des ambitions personnes, la course au pouvoir, à l'hégémonie conduit à des principes selon lesquels la fin justifie les moyens, des principes qui font l'impasse sur les garanties absolues et nécessaires à l'exercice d'une démocratie saine, transparente, vivante.

Collection Fondation Jean Jaurès

Il n'y a pas à généraliser ces écarts, ces règles, ces freins mis à l'évolution de nos structures. Ils se comptent, au maximum, sur les doigts des deux mains. Ils n'en sont pas moins insupportables. Ils ne seront pas supportés.
Comment ne pas imaginer la réaction de nouveaux adhérents ayant fait la démarche de nous rejoindre, qui se trouvent alors placés dans un groupe où les débats sont exclusivement internes, où l'on passe son temps à se marquer à la culotte, où le débat n'est qu'un débat de personnes et où la politique a été évacuée.
Je refuse les sourires de ceux d'entre nous qui semblent résignés et fatalistes. Arrêtons ceux qui sont prêts à ironiser sur cet angélisme et cette naïveté. Le moment est venu, dans tous les départements aujourd'hui, dans toutes les fédérations, de faire le point sur les avancées de la rénovation.
M'adressant aux Premiers Secrétaires fédéraux, j'imagine que nous pouvons faire ensemble, cas par cas, le bilan du travail qui a été réalisé dans ce domaine.
Nous savons que la tâche est énorme et qu'il n'est pas toujours facile de se heurter à des montagnes !
Nous sommes prêts - comme cela a déjà commencé - à passer des contrats d'objectifs pour faire que les discours ne soient pas que des vœux pieux pour donner un sens aux mots que nous employons.
Dans la continuité des décisions qui ont été prises à l'automne 1995, en octobre, nous ferons rapidement des propositions statutaires, pour en définir les modalités d'application mais aussi pour aller plus loin, pour tenir compte d'expériences récentes, pour nous adapter tout en empêchant le contournement de nos règles.
Notre Premier Secrétaire, Lionel Jospin, nous a assignés clairement cette mission.
Il faut que vous sachiez que nous entendons la remplir avec sérénité, avec si possible intelligence, et de toute façon, avec fermeté.
Cette volonté de rénovation, même si l'actualité a pu récemment focaliser son éclairage sur quelques régions, elle concernera l'ensemble du territoire et personne ne peut croire qu'il en sera exonéré.
Nous avons décidé de faire reposer la légitimité sur le vote militant. Nous devons alors nous inspirer - c'est un minimum - des règles de la République dans ce domaine. A chaque élection doit correspondre un collège électoral, une liste d'émargement incontestable, correspondant à des adhérents qui ont la capacité d'élire les futurs candidats.
Ceux-ci doivent être à égalité dans la façon dont ils sont traités, dans l'information qu'ils veulent apporter. Cette opération de vote doit se rapprocher et même correspondre au déroulement normal des scrutins nationaux.
Le fonctionnement de nos fédérations, de nos sections, ne doit pas se faire dans l'opacité. Il doit permettre l'expression de toutes et de tous. Il faut favoriser la prise de responsabilité de ceux qui en ont envie. En aucun cas, il ne faut admettre la domination d'un groupe par rapport à un autre. Nous devons, certes, promouvoir, faire rayonner notre Parti là où nous sommes, favoriser les adhésions nouvelles,

mais nous devons aussi revenir à des principes d'adhésions, si on les a quittés, authentiques, simples, qui signifient que l'adhésion est le terme d'un processus d'engagement volontaire, librement consenti, avec la conscience claire d'accomplir un acte important.
Avec Alain Claeys, le trésorier, avec Michel Sabot, nous ferons en sorte de repousser toute surenchère ou tentation d'agir à la marge ou en dehors des règles.
Nous irons, sur le terrain, veiller à ce que nos principes soient suivis d'actes.
D'ores et déjà, nous avons entrepris plusieurs procédures de revérification au niveau de tous les pans de la vie de notre parti.
Nous allons proposer des modalités qui clarifient, si le besoin s'en fait ressentir, en tout cas qui n'autorise plus à jouer sur l'ambiguïté et sur le vide juridique.
Naturellement, comme l'a dit Lionel Jospin, tout à l'heure, la rénovation, elle est dans les esprits. Elle commence d'abord par nos actes politiques, par notre présence dans les combats du quotidien, au plus près des préoccupations des gens autour de nous.
Chers camarades, je termine : il y a là, à mon avis, un enjeu de grande importance.
Si nous voulons prétendre être à la hauteur de notre combat, contre le Front National, si nous voulons incarner l'espérance d'une politique différente, d'une façon de gouverner autre, nous devons commencer dès aujourd'hui. Nous devons être irréprochables dans notre manière d'être ensemble, et de nous respecter.
Nous devons concourir à réhabiliter la fonction politique, celle qui considère les femmes et les hommes de ce pays comme des citoyens responsables.
Nous devons nous montrer dignes d'être socialistes, et cela, aussi, est une façon de faire reculer le Front National. Merci.
(Applaudissements).

La présidente.- Merci. La parole est à notre camarade Clergeau.
Je vous rappelle qu'à 14 h nous aurons, dans cette salle, une réunion des Premiers Secrétaires fédéraux autour de Daniel Vaillant et de Jean-Pierre Bel.
Le Conseil national reprendra à 15 H 30 juste après cette réunion.

Christophe Clergeau

Chers camarades, notre Secrétaire National aux fédérations vient de faire une analyse lucide de ce qu'était la situation du Parti.
Elle appelle deux remarques :
- la première, c'est que cette analyse, nous l'avons faite déjà tous ensemble, il y a deux ans, quand Lionel Jospin arrivait à la tête du Parti.
Donc nous devons constater que la remise au travail du Parti qui a eu lieu, au niveau national, ne s'est pas traduite par une rénovation réelle, une remise en ordre du Parti, partout au niveau local.

Fondation Jean Jaurès

- la deuxième remarque c'est que les élections législatives étaient emblématiques de la difficulté des difficultés internes et que l'enjeu était de savoir comment elles seraient traitées en interne et comment les dérives seraient sanctionnées.
Bien entendu la commission électorale a fait un travail important et nombre d'erreurs, de dérives, ont été rectifiées.
Les signes forts qui devaient donner au Parti sur le refus d'accepter la continuité des dérives ne nous a pas paru suffisante.
Les Bouches-du-Rhône ont une fonction emblématique mais cette situation n'était pas la seule. Les mesures qui ont été décidées correspondaient uniquement à inciter la fédération des Bouches-du-Rhône à accepter la règle commune.
Elles nous ont paru insuffisantes de la nécessaire fermeté de la Direction face à ces dérives. C'est pour cela que nous nous étions abstenus au Bureau national. Cette abstention n'a pas été comprise.
Je pense que c'est que se joue tout ce que vient de dire le Secrétaire National aux fédérations, et que, en n'ayant pas, au moment des désignations, des décisions suffisamment dures, nous risquons d'être insuffisamment crédibles, pour la suite, et d'aborder les législatives avec des faiblesses, des pratiques sociologiques, de renouvellement qui handicaperont le Parti devant les électeurs.
Daniel Vaillant a largement abordé les questions d'alliances. Là encore, deux remarques rapides : soit nous affichons un camp de premier tour, soit nous restons dans le flou. Le Mouvement des Citoyens nous y aide, à travers ses positions politiques, à travers les accords négociés avec le Parti Communiste, car tout en recherchant l'unité, il me semble clair que nous sommes désormais dans une logique de rapport de forces dure avec le Mouvement des citoyens pour leur dire : soit il y a des accords avec un accord politique, soit il n'y a pas d'accord du tout.
Nous avons déjà des accords passés avec les Verts et PRS. Ce camp peut être le camp du premier tour. Il nous revient d'insuffler les initiatives suffisantes pour que ce camp vise, pour les régionales, des questions de fond qui intéressent les français, et donc que se créé, autour de ce camp là, une dynamique citoyenne réelle.
Plusieurs appels ont été lancés dans ce sens. Il revient au Parti de créer des conditions pour qu'il y ait une véritable dynamique citoyenne autour de l'accord Verts/PRS qui préfigure le camp du premier tour.
Il nous revient évidemment de rester fidèles à notre identité, celle de la recherche de l'unité de la Gauche, au second.
La question essentielle, pour nous, et qui fait le lien avec la lutte contre le Front National, c'est celle de la stratégie politique du Parti dans son attitude face aux électeurs et face au Front National.
Nos difficultés, peut-être, viennent du fait que nous n'avons jamais tranché entre deux logiques qui étaient : soit de porter le projet le plus ambitieux possible, que nous pensons acceptable au moment où nous formulons nos choix, ou le choix de porter le projet que nous pensons être juste et nécessaire en confrontation à

l’opinion, au risque de ne pas passer, si nous ne sommes pas capables de convaincre.
Face à la situation sociale, face à la montée du Front National, nous n’avons pas véritablement le choix.
Les hésitations du Parti sur l’Europe, sur les questions de sociétés, ou son approche sur le temps de travail restent des handicaps pour afficher un projet volontariste qui s’adresse à l’ensemble de la société. C’est peut-être une des raisons pour lesquelles notre projet économique ne convainc pas totalement puisqu’il ne s’adresse pas à toute la population.
Nous avons choisi de privilégier les classes moyennes salariées. Cela répond à une stratégie classique au Parti. Faire d’abord la politique de notre électorat dans les urnes, mais notre électorat, dans les urnes ne correspond pas obligatoirement aux gens que nous voulons défendre.
Ces programmes ne correspondent pas à celui qui devrait être valable pour l’ensemble de la population. Les Français, tous les Français attendent de nous une ambition, pour la République.
Quand nous parlons des Français, nous ne devons pas parler seulement de ceux qui votent mais aussi de l’ensemble des exclus de la citoyenneté, des abstentionnistes, des non inscrits qui risquent, si nous les délaissons, de fournir la masse de main d'œuvre dont le Front National a besoin pour déstabilisés la démocratie.
C’est à nous de faire le parti que le corps central de cet électorat, que les classes moyennes sont capables d’entendre un discours de l’intérêt général qui ne soit pas le discours de leur intérêt immédiat.
Les exclus de la citoyenneté sont capables de se mobiliser politiquement, si nos projets valent pour tour et s’ils s’adressent d’abord à eux.
Ce n’est qu’en retrouvant ce sens de l’universalité du débat démocratique que nous serons en mesure de combattre le Front National car alors nous pourrions lui opposer en bloc les valeurs de la République, et la force retrouvée d’une République pour tous.
Le combat contre le Front National est un combat sans concession, que nous devrions conduire sans complaisance tactique.
Il s’agit d’un combat projet et valeurs contre projet et valeurs. Ne nous trompons pas !
Ayons la lucidité de reconnaître que le projet du Front National n’est pas celui de la lutte contre l’immigration, que le projet du Front National est celui d’une France blanche, ethniquement pure. C’est le projet du règne du racisme et que c’est ce racisme là, plus que le débat sur l’immigration qui doit être le centre de notre parti politique et le cœur de cette lutte pour la défense de notre identité et la défense des valeurs républicaines.
Notre France républicaine a toujours été et restera une France colorée.

Cellule Fondation Jean-Jaurès

Et la question qui est lancée à la Droite, si nous sommes aptes à tenir cette ligne, c'est d'arrêter de continuer dans cette logique de répression sans fin de l'immigration, clandestine ou pas, qui paraîtrait une complicité croissante avec les thèses racistes du Front National.
La Droite a à choisir entre le racisme et la République, entre les électeurs du Front National et la défense républicaine. Nous devons être suffisamment déterminés pour dire, dès à présent, jusqu'où nous sommes prêts à aller dans la résistance et la défense républicaine.
Nous pouvons, certes, chercher à changer la loi et la Constitution, mais il y a des lois et une Constitution qui existent. Nous devons dire haut et fort que dès que le Front National franchira, au regard de la loi, les limites de l'inacceptable et mettra en danger la République, nous serons les premiers à demander son interdiction.
Voilà les trois chantiers qui restent ouverts : lancer la refondation de notre Parti, faire vivre nos alliances dans la clarté et autour d'une dynamique citoyenne, opposer à la Droite et au Front National un projet de réveil de l'Esprit Républicain.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, rendez-vous à 15 h 30, le premier orateur sera Henri Emmanuelli.

Coll. Fondation Jean Jaurès